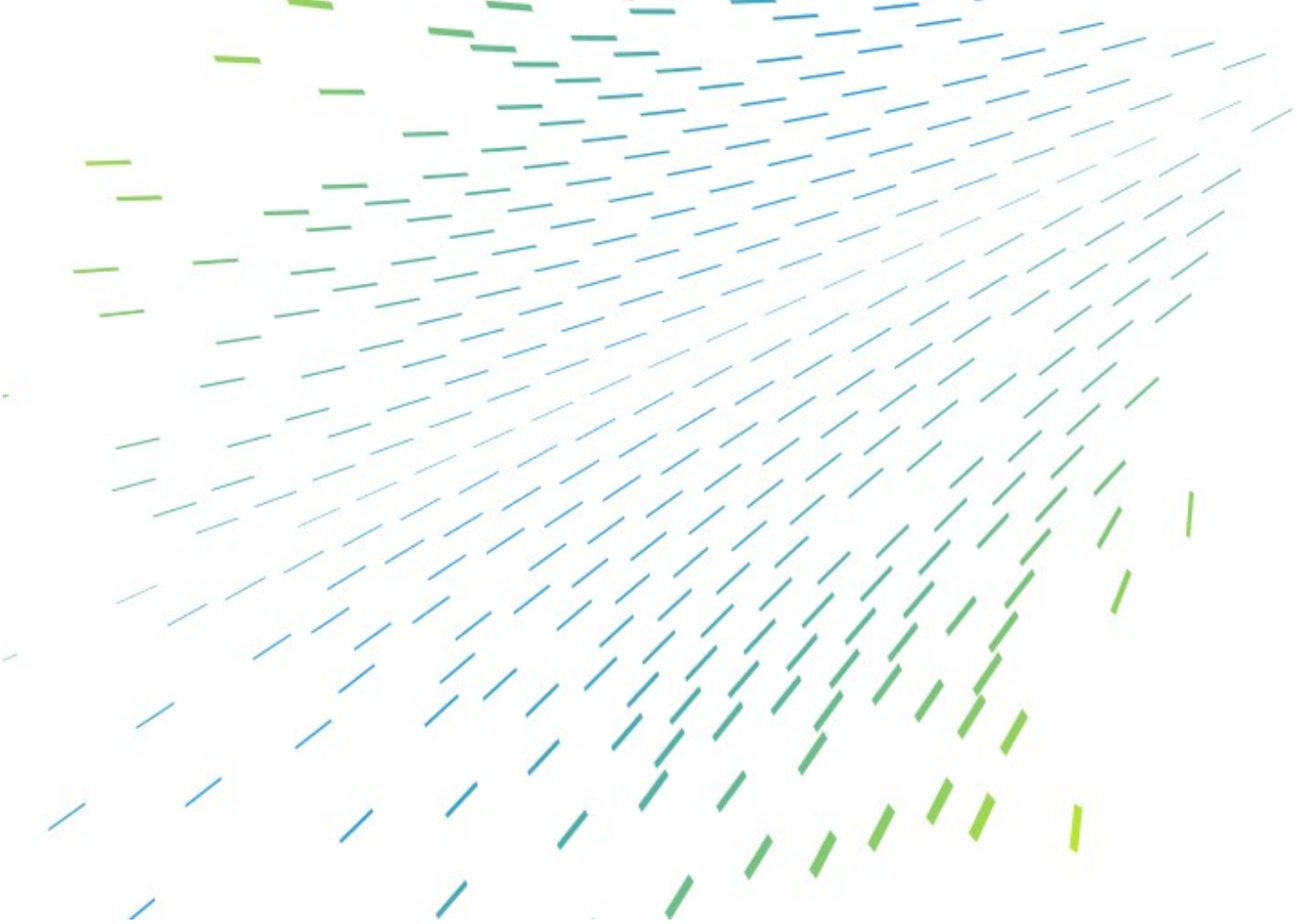


Alithya

Rapport de gestion
de Groupe Alithya inc.

Trimestre et semestre clos le
30 septembre 2026

Table des matières

			Page
1.		Mode de présentation	2
2.		Énoncés prospectifs	2
3.		Survol de l’entreprise	4
4.		Plan d’affaires stratégique	7
5.		Mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières	9
6.		Faits saillants	12
7.		Résultats d’exploitation	14
	7.1.	Revenus	15
	7.2.	Marge brute	17
	7.3.	Charges d’exploitation	18
	7.4.	Autres résultats nets et charges	22
	7.5.	Perte nette et perte par action	23
	7.6.	Bénéfice net ajusté et bénéfice net ajusté par action	24
	7.7.	Informations sectorielles	25
	7.8.	BAIIA et BAIIA ajusté	29
8.		Nouveaux contrats et carnet de commandes	31
9.		Situation financière	32
10.		Liquidité et ressources en capital	33
	10.1.	Tableaux consolidés des flux de trésorerie	33
	10.2.	Flux de trésorerie – activités d’exploitation	33
	10.3.	Flux de trésorerie – activités d’investissement	35
	10.4.	Flux de trésorerie – activités de financement	35
	10.5.	Ressources en capital	36
	10.6.	Dette à long terme et dette nette	37
	10.7.	Obligations contractuelles	39
	10.8.	Arrangements hors bilan	39
11.		Capital-actions	39
	11.1.	Offre publique de rachat dans le cours normal des activités	39
12.		Résumé sur huit trimestres	40
13.		Estimations comptables critiques	41
14.		Modifications aux normes comptables en vigueur pour l’exercice dont la clôture sera le 31 mars 2027	41
15.		Nouvelles normes comptables et interprétations publiées, mais non encore entrées en vigueur	42
16.		Risques et incertitudes	42
17.		Évaluation par la direction des contrôles et procédures de communication de l’information et du contrôle interne à l’égard de l’information financière	43

1. Mode de présentation

Le présent rapport de gestion passe en revue les résultats d'exploitation, la situation financière et les flux de trésorerie de Groupe Alithya inc. pour le trimestre et le semestre clos le 30 septembre 2026. Dans le présent rapport de gestion, les termes « Alithya », « Société », « Groupe », « nous », « nos » ou « notre » renvoient à Groupe Alithya inc. et à ses filiales ou à l'une ou l'autre d'entre elles, selon le contexte. Le présent document doit être lu parallèlement aux informations présentées dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires et les notes afférentes pour les trimestres et les semestres clos les 30 septembre 2026 et 2025 (les « états financiers du deuxième trimestre »), ainsi que dans les états financiers consolidés et audités et le rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 mars 2026. Ces documents ainsi que la notice annuelle de la Société et l'information supplémentaire portant sur ses activités se trouvent dans le profil de la Société sur le site Web du Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (« SEDAR+ »), à l'adresse www.sedarplus.ca, ainsi que sur le site Web de l'Electronic Data Gathering, Analysis, and Retrieval system (« EDGAR »), à l'adresse www.sec.gov.

Aux fins de présentation de l'information, la Société a dressé les états financiers du deuxième trimestre en dollars canadiens, en conformité à IAS 34, *Information financière intermédiaire*, qui figure aux Normes internationales d'information financière (International Financial Reporting Standards, ou « IFRS ») établies par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). Dans le présent rapport de gestion, sauf indication contraire, tous les montants en dollars (« $ ») sont exprimés en dollars canadiens, et toute mention du symbole « $ US » désigne le dollar américain. Les écarts, les ratios et les variations en pourcentage dans le présent rapport de gestion ont été établis d'après des chiffres non arrondis.

Le présent rapport de gestion comporte des mesures financières conformes et non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique 5 intitulée « Mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières ». Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder en raison de l'arrondissement des chiffres. La mention « sans objet » (« s.o. ») signale que la variation en pourcentage entre les chiffres de l'exercice en cours et ceux de l'exercice précédent est soit négligeable, soit supérieure à 1 000 %.

Sauf indication contraire, lors de la préparation du présent rapport de gestion, la Société a tenu compte de l'information disponible jusqu'au 12 novembre 2026, soit la date à laquelle le conseil d'administration de la Société (le « Conseil ») a approuvé le présent rapport de gestion et les états financiers du deuxième trimestre.

2. Énoncés prospectifs

Le présent rapport de gestion contient certains renseignements et énoncés qui pourraient constituer de l'« information prospective » ou des « énoncés prospectifs » au sens des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables et de la loi américaine intitulée *Private Securities Litigation Reform Act of 1995* et d'autres dispositions applicables portant sur les règles refuges américaines (collectivement, les « énoncés prospectifs »). Les énoncés prospectifs comprennent des renseignements et des énoncés qui ne se rapportent pas exclusivement à des faits historiques ainsi que les énoncés portant sur les intentions, les plans et les attentes de la direction à l'égard de la croissance, des résultats d'exploitation et du rendement futurs et des perspectives d'affaires d'Alithya, et d'autres énoncés portant sur la stratégie commerciale et les plans d'Alithya ou se rapportant à des caractérisations de situations ou d'événements futurs. Ces énoncés renferment souvent les termes et expressions « anticipe », « s'attend à », « entend », « prévoit », « planifie », « prédit », « croit »,

« cherche à », « estime », « peut », « doit », « fera », « veut », « est en mesure de », « continue », « possible », « maintient », « projette », « cible » ou d'autres termes ou expressions similaires ou des variantes de ceux-ci, ainsi que des verbes au futur ou au conditionnel, mais ce ne sont pas tous les énoncés prospectifs qui contiennent ces expressions et termes particuliers.

Les énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport de gestion incluent des renseignements ou des déclarations portant notamment sur les éléments suivants : i) la capacité de la Société à générer des bénéfices suffisants pour soutenir ses activités; ii) la capacité de la Société à tirer parti des occasions d'affaires et à atteindre les objectifs fixés dans son plan stratégique couvrant les trois prochaines années; iii) l'aptitude de la Société à maintenir et à développer ses activités, notamment en élargissant l'étendue de sa gamme de services, en tirant profit des technologies d'intelligence artificielle (« IA »), de son empreinte géographique et de ses centres d'externalisation stratégique, de son expertise et de ses offres intégrées, et en concluant de nouveaux contrats et en perçant de nouveaux marchés; iv) la stratégie de croissance de la Société, ses activités futures et ses perspectives d'avenir, y compris ses attentes concernant les revenus futurs découlant des nouveaux contrats et du carnet de commandes et l'offre aux parties prenantes d'un rendement du capital investi; v) la capacité de la Société d'assurer le service de sa dette et de réunir des capitaux additionnels; vi) les estimations de la Société concernant son rendement financier, y compris ses revenus, sa rentabilité, ses coûts et ses charges, ses marges brutes, ses liquidités, ses ressources en capital et ses dépenses en immobilisations; vii) la capacité de la Société à identifier des cibles appropriées et à procéder à de telles acquisitions et à les intégrer, notamment à réaliser les synergies ou les économies de coûts qui en découlent; viii) la capacité de la Société à satisfaire aux attentes de ses parties prenantes, à les surpasser et à trouver un équilibre à cet égard; et ix) la capacité de la Société à mener à bien un processus d'examen stratégique, y compris l'évaluation par la Société des options stratégiques et des avantages potentiels qui pourraient en découler.

Les énoncés prospectifs visent uniquement à aider les investisseurs et les autres lecteurs à comprendre les objectifs, les stratégies et les perspectives d'affaires d'Alithya ainsi que son cadre d'exploitation prévu, et pourraient ne pas convenir à d'autres fins. Même si la direction estime que les attentes projetées dans les énoncés prospectifs d'Alithya étaient raisonnables à la date à laquelle ceux-ci ont été formulés, il n'en demeure pas moins que les énoncés prospectifs reposent sur des opinions, des hypothèses et des estimations établies par la direction et, par conséquent, qu'ils sont assujettis à divers risques et incertitudes et à d'autres facteurs, tant de nature générale que particulière, dont bon nombre sont indépendants de la volonté d'Alithya et qui pourraient faire en sorte que les événements ou les résultats réels diffèrent sensiblement de ceux qui sont estimés, projetés ou mentionnés, de façon expresse ou implicite, dans ces énoncés. Ces risques et incertitudes comprennent notamment ceux dont il est question à la rubrique intitulée « Risques et incertitudes » du rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 mars 2026, ainsi que d'autres risques et incertitudes dont il est question dans les autres documents rendus publics par Alithya, y compris les documents déposés auprès des autorités en valeurs mobilières canadiennes et américaines de temps à autre et que l'on peut consulter sur SEDAR+ à l'adresse www.sedarplus.ca et sur EDGAR à l'adresse www.sec.gov. D'autres risques, incertitudes et facteurs dont Alithya n'a pas actuellement connaissance ou qu'elle juge négligeables, à l'heure actuelle, pourraient avoir une incidence défavorable significative sur sa situation financière, son rendement financier, ses flux de trésorerie, ses activités ou sa réputation.

Les énoncés prospectifs figurant au présent rapport de gestion sont visés par les présentes mises en garde et sont à jour uniquement à la date du présent rapport de gestion. Alithya décline expressément toute obligation de mettre à jour ou de modifier tout énoncé prospectif, ou les facteurs ou hypothèses sur lesquels reposent ces énoncés, que ce soit pour tenir compte de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou pour toute autre raison, à moins que les lois applicables l'y obligent. Les lecteurs sont priés de ne pas se fier outre mesure aux énoncés prospectifs, puisque les résultats réels pourraient différer considérablement de ceux-ci.

3. Survol de l'entreprise

Survol de l'entreprise

Avec des professionnels au Canada, aux États-Unis et à l'international, Alithya fournit des services-conseils technologiques en s'appuyant sur l'expertise approfondie en matière de stratégie et de transformation numérique. La Société guide ses clients et les aide à atteindre leurs objectifs d'affaires en tirant parti des dernières innovations, notamment des capacités centrées sur l'IA, et en faisant preuve d'excellence en déployant les technologies numériques.

L'expertise et l'intelligence collective d'Alithya ciblent trois principaux piliers : les stratégies d'affaires, la transformation organisationnelle et l'accompagnement technologique. Avec la collaboration au cœur du modèle d'affaires d'Alithya, les professionnels d'Alithya ciblent les applications technologiques optimales, notamment les solutions fondées sur l'IA, afin de fournir des services et des solutions pratiques en TI qui permettent de répondre aux enjeux d'affaires complexes de sa clientèle, qui est particulièrement concentrée dans les secteurs des services financiers, des assurances, des soins de santé, du manufacturier, de l'énergie et du gouvernement, et par ailleurs, dans d'autres secteurs comme ceux de l'enseignement supérieur, des télécommunications, du transport et de la logistique, des services professionnels, du génie, de la construction et du commerce de détail. En mettant au point des solutions et des services propres à bon nombre de ces secteurs, qui peuvent être déployés grâce à un modèle de prestation à l'échelle mondiale, Alithya cherche à aider les entreprises à résoudre les difficultés particulières auxquelles elles sont confrontées au sein de leur secteur d'activité respectif et à accélérer la rentabilisation des investissements en technologie de ses clients.

Offre de services

L'expertise d'Alithya reposant sur ses principaux piliers, laquelle est offerte dans chacun de ses secteurs à présenter, comprend :

- Stratégies d'affaires : Alithya fournit des services-conseils en matière de stratégie numérique, de performance organisationnelle, de cybersécurité, d'architecture d'entreprise et de gestion du changement. Les résultats dans ce domaine incluent le perfectionnement des processus d'affaires pour mieux parer aux éventualités qui guettent réellement les entreprises, renforcer la sécurité de systèmes pour prévenir les cyberattaques, migrer des applications cruciales et des données vers l'infonuagique, déterminer l'architecture d'entreprise optimale pour atteindre les résultats escomptés, élaborer des stratégies de gestion du changement et faciliter la planification de projets, tant sur le plan de la sélection de logiciels et des feuilles de route stratégiques que de la composition des équipes de mise en œuvre Agile ou Scrum.

- Transformation organisationnelle : Alithya a acquis de l'expérience dans la transformation organisationnelle et la mise en œuvre d'applications d'entreprise, qu'il s'agisse de planification des ressources de l'entreprise (ERP), de gestion de la chaîne d'approvisionnement (SCM), de gestion de la performance d'entreprise (EPM), de gestion de la relation client (CRM) ou de gestion du capital humain (HCM). En tablant sur l'IA et l'apprentissage automatique, la Société offre en outre des solutions et des services transformationnels ayant trait aux infrastructures infonuagiques, au développement d'applications personnalisées, à la modernisation des systèmes patrimoniaux et des ordinateurs centraux, à l'ingénierie logicielle et de contrôle, aux données et à l'analytique ainsi qu'au traitement intelligent des documents. Non seulement Alithya permet-elle à ses clients de moderniser leurs applications d'entreprise au moyen de mises à niveau et en consolidant différents systèmes, mais elle les aide aussi à définir des écosystèmes technologiques, à envisager l'utilisation de l'IA à l'échelle de l'organisation et à mettre au point des applications qui répondent aux besoins uniques des clients.

- Accompagnement technologique : Alithya ouvre des voies durables pour générer de la valeur grâce à l'adoption du numérique et à la formation offerte, aux services gérés, à l'habilitation du changement et à l'ingénierie de la qualité. Ce faisant, elle est en mesure d'aller au-delà des services-conseils, de la mise en œuvre et du lancement des projets afin d'offrir une valeur continue, y compris par l'exploration de données au moyen de l'IA, pour en tirer d'importantes leçons permettant de prendre des décisions d'affaires plus éclairées plus rapidement; par la rentabilisation des investissements sur les projets numériques, en favorisant l'adoption et l'utilisation de la technologie; par le soutien aux clients sur le plan de la formation et de la fidélisation de leur personnel; par la mise au point d'une stratégie de gestion du changement doublée d'un plan d'habilitation au changement grâce auquel les aspirations se concrétisent; et, enfin, en offrant une méthode pour tester les mises à jour et les correctifs régulièrement et de manière uniforme avant de déployer tout nouveau logiciel.

Contexte concurrentiel

Les systèmes et les infrastructures numériques sont devenus des actifs stratégiques indispensables pour les entreprises. Ces actifs nécessitent des investissements continus et contribuent de plus en plus à stimuler la croissance de nos clients et leur permettent de se démarquer, surtout dans la mesure où nous sommes capables de leur proposer des solutions axées sur le client.

Par conséquent, les entreprises recherchent de plus en plus des solutions qui soutiennent leurs processus d'affaires et leur permettent de personnaliser leurs produits et services. Cet impératif canalise les efforts de transformation numérique et pousse les entreprises à aller plus loin que les systèmes de TI traditionnels en se tournant vers des technologies numériques infonuagiques adaptatives fondées sur l'IA qui sont à même de leur conférer rapidement de l'agilité, de l'extensibilité et de l'innovation.

Alors que les dépenses des entreprises ne cessent d'augmenter dans le domaine de la technologie, les entreprises en technologie numérique comme Alithya misent non seulement sur le fait d'innover, mais aussi sur des résultats mesurables grâce à la spécialisation sectorielle et à la transformation organisationnelle fondée sur l'IA. Nous sommes résolus à aider nos clients à moderniser leur exploitation, à améliorer leur expérience client et à saisir de nouvelles occasions de croissance en leur proposant les solutions et les services numériques les plus efficaces.

Alithya estime être bien placée pour répondre aux priorités évolutives de sa clientèle. Le modèle d'entreprise d'Alithya repose sur une philosophie axée sur les enjeux d'affaires complexes de ses clients consistant à leur offrir des solutions propres au secteur où ils font affaire qui misent sur les technologies d'IA et leur permettent de tirer le meilleur parti de leurs investissements dans les technologies numériques. Alithya se positionne elle-même comme un conseiller de confiance et un partenaire agile capable de produire des résultats rapidement pour ses clients.

Les concurrents d'Alithya dans chacun de ses secteurs opérationnels et secteurs à présenter comprennent les entreprises d'intégration de systèmes, les sociétés de développement d'applications, les fournisseurs de services infonuagiques, les cabinets de services-conseils de grande envergure ou traditionnels, les groupes de services professionnels des sociétés de matériel informatique, les sociétés de services de gestion des infrastructures et d'impartition et les sociétés de services numériques spécialisées. De plus, Alithya livre concurrence à un nombre important de petites sociétés locales sur les divers marchés géographiques dans lesquels elle exerce des activités.

Alithya rivalise sur la base des principaux facteurs de différenciation suivants : la capacité de fournir des services-conseils en matière de vision et de stratégie, la priorité accordée aux secteurs verticaux de l'industrie, la capacité de fournir des services numériques, le rendement et la fiabilité, la qualité du soutien technique, de la formation et des services, une présence à l'échelle mondiale, la capacité d'adaptation aux besoins des clients, la réputation et l'expérience, la stabilité financière, une gouvernance d'entreprise solide et le prix concurrentiel de ses services.

Alithya a également recours aux mesures suivantes pour rivaliser efficacement : a) des investissements permettant de mettre à niveau ses secteurs de pratique; b) un modèle de recrutement, de formation et de fidélisation du personnel bien développé; c) un modèle de prestation de services fructueux; d) une culture et une approche intrapreneuriales; e) une vaste banque de clients potentiels; f) des investissements continus dans l'amélioration des processus et l'accroissement des connaissances; g) des investissements dans les infrastructures et les activités de recherche et de développement; h) un souci constant d'adaptation aux besoins des clients, de la qualité des services et de l'offre de prix concurrentiels; et i) des capacités de gestion de projets et une expertise technique.

4. Plan d’affaires stratégique

Alithya a entrepris une démarche dans le but d’être reconnue comme le conseiller de confiance en matière de technologie auprès de ses clients. D’ici la fin de l’exercice se clôturant le 31 mars 2027, la direction estime que l’ampleur et l’envergure qu’Alithya prendra lui permettront de tirer parti de ses connaissances sectorielles, d’étendre son empreinte géographique, de déployer son modèle de prestation mondial, d’approfondir son expertise, de diversifier son offre intégrée et de se positionner dans la chaîne de valeur pour cibler des segments de TI à valeur ajoutée.

Alithya arrime la gamme des services qu’elle offre aux défis les plus urgents qui frappent les secteurs dans lesquels elle fait affaire et parvient à renforcer continuellement les fondements des relations de confiance qu’elle établit avec ses clients, son personnel, ses investisseurs et ses partenaires. Pour s’assurer de demeurer novatrice et pertinente, Alithya s’efforce de répondre aux attentes des parties prenantes de son entreprise, ou de les surpasser, notamment en optimisant l’expérience employé, en aidant ses clients à poursuivre leur mission et en créant une valeur ajoutée pour ses investisseurs.

Plus précisément, Alithya a conçu un plan stratégique triennal qui tient compte des intérêts de ses parties prenantes et dont les principaux objectifs sont les suivants :

- Prendre de l’ampleur grâce à la croissance interne et à des acquisitions stratégiques :
    - **Croissance interne** : Alithya entend générer une croissance interne rentable grâce à l’innovation, aux offres à valeur ajoutée et aux relations clients fondées sur la confiance.
    - **Acquisitions** : Alithya prévoit acquérir des entreprises pour compléter sa présence actuelle sur le marché dans le cadre de son expansion nord-américaine et internationale, tout en se dotant progressivement d’importantes capacités sur le plan des solutions d’entreprise intégrées et en bonifiant son expertise de pointe dans des domaines choisis. Elle compte également élargir sa présence dans les centres d’externalisation stratégique.
    - **Solutions en matière d’IA et de propriété intellectuelle** : Alithya a l’intention d’accroître l’utilisation de ses solutions en matière d’IA et de propriété intellectuelle pour gagner en efficacité dans la fourniture de ses services dès que possible.
- Fournir aux investisseurs, aux partenaires et aux parties prenantes un rendement du capital investi croissant à long terme :
    - **Rentabilité** : Alithya prévoit augmenter sa marge du BAIIA ajusté[1)].
    - **Centres d'externalisation stratégique** : Alithya a pour objectif d’augmenter le pourcentage de ses services fournis à partir de centres d’externalisation stratégique donnant accès à des bassins de talents plus importants, à meilleur coût.

Le 27 juillet 2026, la Société a annoncé le lancement d'un processus d'examen stratégique visant à évaluer différentes solutions stratégiques afin de maximiser la valeur pour les actionnaires (l'« examen stratégique »). Le Conseil a déterminé que l'évaluation actuelle de la Société sur les marchés publics pourrait ne pas refléter pleinement sa valeur intrinsèque ni soutenir adéquatement sa prochaine phase de croissance. Le Conseil a également indiqué que l'examen stratégique pourrait évaluer, sans s'y limiter, une fusion ou un autre regroupement d'entreprises, la privatisation ou la vente de la Société, la restructuration de son capital, un investissement ou un partenariat stratégique, ou la poursuite des activités de la Société à titre d'émetteur inscrit en bourse.

Rien ne garantit que l'examen stratégique mènera à une transaction ou à un autre changement stratégique et, si une transaction est amorcée, il n'y a aucune garantie quant à ses modalités, son échéancier ou sa réalisation. La Société n'a établi aucun échéancier pour la conclusion de l'examen stratégique et n'a pas l'intention de communiquer d'autres faits nouveaux concernant l'examen stratégique, à moins que le Conseil n'approuve une transaction précise ou ne détermine autrement qu'une communication est appropriée ou souhaitable en vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables.

[1)] Il s'agit d'une mesure financière non conforme aux IFRS. Se reporter à la rubrique 5 intitulée « Mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières » pour obtenir une explication de la composition et de l'utilité de cette mesure non conforme aux IFRS ainsi qu'à la sous-rubrique 7.8 intitulée « BAIIA et BAIIA ajusté » pour un rapprochement quantitatif par rapport à la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

5. Mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières

Alithya présente ses résultats financiers conformément aux IFRS. Le présent rapport de gestion comprend certaines mesures non conformes aux IFRS ainsi que d'autres mesures financières et ratios financiers utilisés aux fins d'évaluation du rendement financier d'Alithya. Ces mesures sont fournies à titre de complément d'information aux mesures conformes aux IFRS pour permettre de mieux comprendre les résultats d'exploitation d'Alithya du point de vue de la direction. Ces mesures n'ont pas de définition normalisée selon les IFRS et ne sont donc vraisemblablement pas comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Elles doivent être vues comme un supplément d'information et non comme un substitut à l'information financière établie conformément aux IFRS. Elles fournissent aux investisseurs des renseignements supplémentaires sur les résultats d'exploitation d'Alithya et mettent ainsi en évidence des tendances dans les activités d'Alithya qui seraient peut-être passées inaperçues si les investisseurs s'appuyaient uniquement sur les mesures conformes aux IFRS.

Les mesures non conformes aux IFRS auxquelles Alithya a recours sont décrites ci-dessous :

Bénéfice net ajusté et bénéfice net ajusté par action

Le terme « bénéfice net ajusté » désigne le bénéfice net (la perte nette) avant ajustement pour tenir compte des coûts d'acquisition, d'intégration et de réorganisation d'entreprises, de l'amortissement des immobilisations incorporelles, de la rémunération fondée sur des actions, de la dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles, de la quote-part du résultat net d'une entreprise associée, de la perte liée à la disposition d'actifs et à la modification de contrats de location et d'autres éléments non récurrents, dont les coûts de séparation composés de coûts de cessation d'emploi et d'avantages du personnel pour certains membres de la direction, et des incidences fiscales de ces éléments.

Le « bénéfice net ajusté par action » est calculé en divisant le bénéfice net ajusté par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation (les actions à droit de vote subalterne de catégorie A (les « actions à droit de vote subalterne ») et les actions à droit de vote multiple de catégorie B (les « actions à droit de vote multiple », collectivement avec les actions à droit de vote subalterne, les « actions ») en circulation durant la période.

La direction est d'avis que le bénéfice net ajusté et le bénéfice net ajusté par action sont des mesures utiles aux investisseurs, car elles permettent de comparer le rendement financier des activités d'exploitation d'une période à une autre, avant que soient pris en compte les éléments hors trésorerie, les coûts d'acquisition, d'intégration et de réorganisation d'entreprises et les coûts de séparation composés de coûts de cessation d'emploi et d'avantages du personnel pour certains membres de la direction, lesquels peuvent varier de façon importante d'une période à l'autre. Ces mesures donnent également une indication des résultats tirés des principales activités de la Société avant que soient pris en compte les éléments hors trésorerie et les autres éléments susmentionnés qui découlent principalement de l'acquisition d'entreprises et des activités d'intégration subséquentes. Se reporter à la sous-rubrique 7.6 intitulée « Bénéfice net ajusté et bénéfice net ajusté par action » pour un rapprochement du bénéfice net (de la perte nette) et du bénéfice net ajusté.

BAIIA et marge du BAIIA

Le terme « BAIIA » désigne le bénéfice net (la perte nette) avant ajustement pour tenir compte des charges financières nettes, de la charge (du recouvrement) d'impôts et de l'amortissement des immobilisations corporelles, des actifs au titre de droits d'utilisation et des immobilisations incorporelles.

Le terme « marge du BAIIA » désigne le pourcentage du total des revenus que représente le BAIIA pendant une période donnée.

La direction est d'avis que le BAIIA et la marge du BAIIA sont des mesures utiles aux investisseurs, car elles donnent une indication des résultats tirés des principales activités de la Société avant de prendre en compte la manière dont ces activités sont financées et assujetties à l'impôt, ainsi que l'amortissement hors trésorerie. Se reporter à la sous-rubrique 7.8 intitulée « BAIIA et BAIIA ajusté » pour un rapprochement du bénéfice net (de la perte nette) et du BAIIA.

BAIIA ajusté et marge du BAIIA ajusté

Le terme « BAIIA ajusté » désigne le bénéfice (la perte) avant ajustement pour tenir compte des charges financières nettes, de la charge (du recouvrement) d'impôts et de l'amortissement des immobilisations corporelles, des actifs au titre de droits d'utilisation et des immobilisations incorporelles, des opérations de change, de la rémunération fondée sur des actions, des coûts d'acquisition, d'intégration et de réorganisation d'entreprises, de la dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles, de la quote-part du résultat net d'une entreprise associée, de la perte liée à la disposition d'actifs et à la modification de contrats de location, et d'autres éléments non récurrents, dont les coûts de séparation composés de coûts de cessation d'emploi et d'avantages du personnel pour certains membres de la direction.

Le terme « marge du BAIIA ajusté » désigne le pourcentage du total des revenus que représente le BAIIA ajusté pendant une période donnée.

La direction est d'avis que le BAIIA ajusté et la marge du BAIIA ajusté sont des mesures utiles aux investisseurs, car elles permettent de comparer le rendement financier des activités d'exploitation d'une période à une autre. Ces mesures donnent également une indication des résultats tirés des principales activités de la Société avant que soit prise en compte la manière dont ces activités sont financées et assujetties à l'impôt et les éléments hors trésorerie et les autres éléments susmentionnés. Se reporter à la sous-rubrique 7.8 intitulée « BAIIA et BAIIA ajusté » pour un rapprochement du bénéfice net (de la perte nette) et du BAIIA ajusté.

Revenus en dollars constants et croissance en dollars constants

Les « revenus en dollars constants » constituent une mesure des revenus et des revenus par secteur normalisés pour tenir compte de la conversion des devises. Cette mesure est obtenue en convertissant les revenus et les revenus par secteur de la période considérée en devise locale au moyen des taux de change pour la période équivalente de l'exercice précédent.

La « croissance en dollars constants » constitue une mesure de la croissance des revenus et de la croissance des revenus par secteur, exprimée sous forme de pourcentage, normalisée pour tenir compte de la conversion des devises. Cette mesure est calculée en divisant les revenus en dollars constants de la période actuelle, par les revenus de la période précédente comparable et en exprimant le résultat en pourcentage.

La direction est d'avis que les revenus en dollars constants et la croissance en dollars constants sont des mesures utiles aux investisseurs, car elles permettent d'ajuster les revenus afin d'exclure l'effet des fluctuations des taux de change pour comparer plus facilement le rendement de l'entreprise d'une période à l'autre. Se reporter à la sous-rubrique 7.1 intitulée « Revenus » pour un rapprochement des revenus et des revenus en dollars constants par secteur.

Dette nette

Le terme « dette nette » désigne la dette à long terme, y compris la tranche courante, moins la trésorerie. Se reporter à la sous-rubrique 10.6 intitulée « Dette à long terme et dette nette » pour le calcul de la dette nette. La direction est d'avis que la dette nette est utile aux investisseurs, car elle donne une indication des liquidités de la Société.

Autres mesures financières

Les autres mesures financières utilisées par Alithya sont décrites ci-dessous :

La « marge brute en pourcentage des revenus » est calculée en divisant la marge brute par les revenus.

Les « charges de vente, générales et administratives en pourcentage des revenus » sont calculées en divisant les charges de vente, générales et administratives par les revenus.

Le terme « nouveaux contrats » désigne le montant des accords de revenus conclus au cours de la période, y compris les nouveaux contrats, incluant ceux obtenus après la date de clôture d'acquisitions d'entreprises, ainsi que des renouvellements, des prolongations et des modifications des contrats existants. La direction est d'avis que les renseignements sur les nouveaux contrats peuvent fournir des données tendancielles intéressantes aux investisseurs en ce qui a trait aux variations du volume d'affaires au fil du temps.

Le « ratio nouveaux contrats-facturation » est calculé en divisant la valeur des nouveaux contrats par les revenus, pour la même période. La direction est d'avis que ce ratio permet l'appréciation du carnet de commandes de la Société et donne des renseignements utiles aux investisseurs sur les variations du volume d'affaires au fil du temps. L'utilisation de ce ratio est plus appropriée sur une longue période, car il peut fluctuer de façon importante d'un trimestre à l'autre.

Le terme « carnet de commandes » désigne le montant des revenus qui seront tirés des accords de revenus conclus, y compris les nouveaux contrats, incluant ceux obtenus dans le cadre d'acquisitions d'entreprises, ainsi que des renouvellements, des prolongations et des modifications des contrats existants, en tenant compte des réductions d'engagements contractuels et des résiliations de contrats, exprimé en nombre de mois du revenu des 12 derniers mois, à une date donnée. Comme indiqué dans les états financiers consolidés de la Société, la définition du calcul de carnet de commandes diffère de celle des « obligations de prestation qui restent à remplir » au sens des normes IFRS, car le carnet de commandes comprend également les accords fondés sur le temps et les ressources pour lesquels la facturation des contrats correspond à la valeur des services rendus au client ainsi que les contrats dont la durée prévue initialement est inférieure à un an. La direction est d'avis que les renseignements sur le carnet de commandes peuvent fournir des données tendancielles intéressantes aux investisseurs en ce qui a trait aux variations de la meilleure estimation de la direction des revenus qui seront tirés des accords de revenus conclus.

Le terme « délai moyen de recouvrement des créances clients » fait référence au nombre moyen de jours que la Société met à convertir ses débiteurs (sans les taxes de vente) ainsi que ses travaux en cours, déduction faite des revenus différés, en trésorerie. La direction est d'avis que cette mesure donne des renseignements utiles aux investisseurs concernant les liquidités de la Société.

6. Faits saillants

Résultats d'exploitation (en milliers de dollars, sauf les pourcentages et les montants par action)	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2026	2025	2026	2025
	$	$	$	$
Revenus	103 368	124 292	208 418	248 450
Marge brute	32 469	42 780	64 360	82 573
Marge brute en pourcentage des revenus[1)]	31,4 %	34,4 %	30,9 %	33,2 %
Charges de vente, générales et administratives	25 240	31 296	53 578	61 869
Charges de vente, générales et administratives en pourcentage des revenus[1)]	24,4 %	25,2 %	25,7 %	24,9 %
Perte nette	(25 024)	(30 961)	(27 445)	(30 776)
Perte de base et diluée par action	(0,26)	(0,32)	(0,29)	(0,31)
Bénéfice net ajusté[2)]	4 564	9 467	7 435	15 986
Bénéfice net ajusté par action[2)]	0,05	0,10	0,08	0,16
BAIIA ajusté[3)]	8 272	12 788	13 694	24 417
Marge du BAIIA ajusté[3)]	8,0 %	10,3 %	6,6 %	9,8 %

Autres (en milliers de dollars, sauf pour le carnet de commandes et le délai moyen de recouvrement des créances clients)	30 septembre	31 mars
	2026	2026
	$	$
Actifs totaux	346 474	381 958
Passifs financiers non courants[4)]	129 359	119 357
Dette à long terme totale	131 763	120 896
Dette nette[5)]	116 417	108 063
Carnet de commandes[1)]	14 mois	14 mois
Délai moyen de recouvrement des créances clients[1)]	63 jours	54 jours

Actions, options sur actions et unités d'actions au	11 novembre 2026
Actions à droit de vote subalterne	89 438 673
Actions à droit de vote multiple	7 326 880
Options sur actions[6)]	2 905 892
Unités d'actions différées (« UAD »)	1 762 817
Unités d'actions incessibles (« UAI »)	2 960 623
Unités d'actions liées au rendement (« UAR »)	2 647 530

[1)] Il s'agit d'autres mesures financières. Se reporter à la rubrique 5 intitulée « Mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières » pour une explication de la composition de ces autres mesures financières.
[2)] Il s'agit d'une mesure financière non conforme aux IFRS. Se reporter à la rubrique 5 intitulée « Mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières » pour une explication de la composition et de l'utilité de cette mesure non conforme aux IFRS ainsi qu'à la sous-rubrique 7.6 intitulée « Bénéfice net ajusté et bénéfice net ajusté par action » pour un rapprochement quantitatif par rapport à la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.
[3)] Il s'agit d'une mesure financière non conforme aux IFRS. Se reporter à la rubrique 5 intitulée « Mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières » pour obtenir une explication de la composition et de l'utilité de cette mesure non conforme aux IFRS ainsi qu'à la sous-rubrique 7.8 intitulée « BAIIA et BAIIA ajusté » pour un rapprochement quantitatif par rapport à la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.
[4)] Les passifs financiers non courants comprennent la tranche non courante de la dette à long terme, la tranche non courante des obligations locatives et la tranche non courante de la contrepartie éventuelle. Se reporter aux sous-rubriques 9 et 10.6 intitulées « Situation financière » et « Dette à long terme et dette nette » pour une explication des écarts.
[5)] Il s'agit d'une mesure financière non conforme aux IFRS. Se reporter à la rubrique 5 intitulée « Mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières » pour une explication de la composition et de l'utilité de cette mesure non conforme aux IFRS ainsi qu'à la sous-rubrique 10.6 intitulée « Dette à long terme et dette nette » pour un rapprochement quantitatif par rapport à la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable et une explication de l'écart.
[6)] Incluant 200 000 options sur actions pour achat d'actions à droit de vote multiple.

Trimestre clos le 30 septembre 2026

- Les revenus se sont établis à 103,4 M$, en baisse de 16,8 % d'un exercice à l'autre. 82,6 % des revenus ont été générés par des clients qui faisaient déjà affaire avec Alithya au même trimestre de l'exercice précédent.

- La marge brute a connu une baisse de 24,1 % pour s'établir à 32,5 M$, contre 42,8 M$ pour le même trimestre de l'exercice précédent. La marge brute en pourcentage des revenus[1)] a diminué pour s'établir à 31,4 %, contre 34,4 % pour le même trimestre de l'exercice précédent.

- La perte nette s'est établie à 25,0 M$, ou à 0,26 $ par action, contre 31,0 M$, ou 0,32 $ par action, pour le même trimestre de l'exercice précédent. La perte nette inclut une charge de dépréciation de 30,4 M$, contre 38,0 M$ pour le même trimestre de l'exercice précédent.

- Le bénéfice net ajusté[2)] s'est établi à 4,6 M$, ou à 0,05 $ par action[2)], contre 9,5 M$, ou 0,10 $ par action, pour le même trimestre de l'exercice précédent.

- Le BAIIA ajusté[3)] a reculé de 4,5 M$, ou de 35,3 %, pour s'établir à 8,3 M$, ce qui correspond à une marge du BAIIA ajusté[3)] de 8,0 % des revenus, contre un BAIIA ajusté de 12,8 M$, correspondant à une marge du BAIIA ajusté de 10,3 % des revenus, pour le même trimestre de l'exercice précédent.

- Les flux de trésorerie nets découlant des activités d'exploitation se sont établis à 0,9 M$, soit une baisse de 0,2 M$ par rapport aux flux de trésorerie nets de 1,1 M$ générés au même trimestre de l'exercice précédent.

- Les nouveaux contrats[1)] conclus au deuxième trimestre s'élèvent à 108,2 M$, ce qui s'est traduit par un ratio nouveaux contrats-facturation[1)] de 1,05, contre un montant de 90,9 M$ et un ratio nouveaux contrats-facturation de 0,73 pour le même trimestre de l'exercice précédent. Au 30 septembre 2026, le carnet de commandes[1)] représentait environ 14 mois de revenus des 12 derniers mois.

[1)] Il s'agit d'une autre mesure financière. Se reporter à la rubrique 5 intitulée « Mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières » pour une explication de la composition de cette autre mesure financière.

[2)] Il s'agit d'une mesure financière non conforme aux IFRS. Se reporter à la rubrique 5 intitulée « Mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières » pour une explication de la composition et de l'utilité de cette mesure non conforme aux IFRS ainsi qu'à la sous-rubrique 7.6 intitulée « Bénéfice net ajusté et bénéfice net ajusté par action » pour un rapprochement quantitatif par rapport à la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

[3)] Il s'agit d'une mesure financière non conforme aux IFRS. Se reporter à la rubrique 5 intitulée « Mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières » pour obtenir une explication de la composition et de l'utilité de cette mesure non conforme aux IFRS ainsi qu'à la sous-rubrique 7.8 intitulée « BAIIA et BAIIA ajusté » pour un rapprochement quantitatif par rapport à la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

7. Résultats d’exploitation

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2026	2025	2026	2025
	$	$	$	$
Revenus	103 368	124 292	208 418	248 450
Coût des revenus	70 899	81 512	144 058	165 877
Marge brute	32 469	42 780	64 360	82 573
Charges d’exploitation				
Charges de vente, générales et administratives	25 240	31 296	53 578	61 869
Recouvrement de coûts d’acquisition, d’intégration et de réorganisation d’entreprises	(3 421)	(3 885)	(2 660)	(1 838)
Amortissement des immobilisations corporelles	727	978	1 355	2 043
Amortissement des immobilisations incorporelles	3 190	5 317	6 329	10 272
Dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles	30 400	38 028	30 400	38 028
(Gain) perte de change	(326)	(469)	(1 253)	697
	55 810	71 265	87 749	111 071
Perte d’exploitation	(23 341)	(28 485)	(23 389)	(28 498)
Charges financières nettes	2 378	2 126	4 668	4 966
Quote-part du résultat net d'une entreprise associée	(171)	—	(4)	—
Perte avant impôts	**(25 548)**	**(30 611)**	**(28 053)**	**(33 464)**
(Recouvrement) charge d'impôts				
Exigibles	360	486	1 503	788
Différés	(884)	(136)	(2 111)	(3 476)
	(524)	350	(608)	(2 688)
Perte nette	**(25 024)**	**(30 961)**	**(27 445)**	**(30 776)**
Perte de base et diluée par action	(0,26)	(0,32)	(0,29)	(0,31)

7.1. Revenus

Le tableau suivant présente le total des revenus externes par emplacement géographique :

(en milliers de dollars)	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2026	2025	2026	2025
	$	$	$	$
États-Unis	53 873	63 115	106 323	122 601
Canada	42 376	55 243	88 377	114 849
International	7 119	5 934	13 718	11 000
	103 368	**124 292**	**208 418**	**248 450**

Au 1er avril 2026, en raison de l'intégration des entreprises récemment acquises et de la cession d'une entreprise, la Société a commencé à présenter ses résultats financiers selon une nouvelle structure sectorielle visant à mieux refléter son organisation opérationnelle et la manière dont la direction évalue le rendement de l'entreprise et alloue les ressources. Selon cette nouvelle structure, la Société compte deux secteurs à présenter, définis par le type de services rendus : Transformation d'entreprise et Services et solutions par industrie. Les données comparatives comprennent un troisième secteur qui inclut les résultats de la société américaine Datum Consulting Group, LLC et de ses sociétés affiliées internationales (« Datum »), comme elles ont été vendues à Medivra Holdings LLC le 31 mars 2026 (la « transaction liée à Datum »). Se reporter à la sous-rubrique 7.7 intitulée « Informations sectorielles » pour de plus amples renseignements au sujet des nouveaux secteurs.

Le tableau suivant présente un rapprochement entre les revenus en dollars constants[1)] et les revenus par secteurs à présenter :

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	Trimestres clos les 30 septembre 2026	Trimestres clos les 30 septembre 2025	Trimestres clos les 30 septembre % [2)]	Semestres clos les 30 septembre 2026	Semestres clos les 30 septembre 2025	Semestres clos les 30 septembre % [2)]
Total des revenus d'Alithya, tels que déclarés	**103 368**	**124 292**	**(16,8 %)**	**208 418**	**248 450**	**(16,1 %)**
Écart avant la prise en compte du taux de change	**(17,6 %)**			**(16,5 %)**		
Prise en compte du taux de change	**0,8 %**			**0,4 %**		
Écart par rapport à la période précédente	**(16,8 %)**			**(16,1 %)**		
Transformation d'entreprise						
Revenus en dollars constants	63 511	70 805	**(10,3 %)**	126 063	136 583	**(7,7 %)**
Prise en compte du taux de change	894			901		
Revenus du secteur Transformation d'entreprise, tels que déclarés	**64 405**	**70 805**	**(9,0 %)**	**126 964**	**136 583**	**(7,0 %)**
Services et solutions par industrie						
Revenus en dollars constants	38 963	49 614	**(21,5 %)**	81 338	103 802	**(21,6 %)**
Prise en compte du taux de change	—			116		
Revenus du secteur Services et solutions par industrie, tels que déclarés	**38 963**	**49 614**	**(21,5 %)**	**81 454**	**103 802**	**(21,5 %)**
Services de Datum						
Revenus en dollars constants	—	3 873	**(100,0 %)**	—	8 065	**(100,0 %)**
Prise en compte du taux de change	—			—		
Revenus du secteur Services de Datum, tels que déclarés	**—**	**3 873**	**(100,0 %)**	**—**	**8 065**	**(100,0 %)**

[1)] Il s'agit d'une mesure non conforme aux IFRS. Se reporter à la rubrique 5 intitulée « Mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières » pour une explication de la composition et de l'utilité de cette mesure non conforme aux IFRS.

[2)] Les pourcentages représentent la croissance en dollars constants, une mesure non conforme aux IFRS. Se reporter à la rubrique 5 intitulée « Mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières » pour une explication de la composition et de l'utilité de cette mesure non conforme aux IFRS.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2026, les revenus se sont établis à 103,4 M$, soit une baisse de 20,9 M$, ou de 16,8 %, par rapport aux revenus de 124,3 M$ dégagés au trimestre clos le 30 septembre 2025.

Les revenus tirés du secteur Transformation d'entreprise se sont établis à 64,4 M$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2026, soit une baisse de 6,4 M$, ou de 9,0 %, par rapport aux revenus de 70,8 M$ dégagés au trimestre clos le 30 septembre 2025. Cette diminution est principalement attribuable à l'arrivée à échéance de certains projets de clients, au rendement plus faible de certains secteurs d'activité et à une vente non récurrente de propriété intellectuelle comptabilisée lors de l'exercice précédent, le tout partiellement contrebalancé par une incidence favorable du taux de change du dollar américain de 0,9 M$ entre les deux périodes.

Les revenus tirés du secteur Services et solutions par industrie se sont établis à 39,0 M$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2026, soit une baisse de 10,6 M$, ou de 21,5 %, par rapport aux revenus de 49,6 M$ dégagés au trimestre clos le 30 septembre 2025, ce qui est principalement attribuable à l'arrivée à échéance de certains projets de clients et à une réduction des revenus provenant de contrats gouvernementaux et du secteur bancaire.

La vente de la division des Services de Datum le 31 mars 2026 dans le cadre de la transaction liée à Datum a donné lieu à une baisse des revenus de 3,9 M$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2026 et de 8,1 M$ pour le semestre clos le 30 septembre 2026.

Pour le semestre clos le 30 septembre 2026, les revenus se sont établis à 208,4 M$, soit une baisse de 40,1 M$, ou de 16,1 %, par rapport aux revenus de 248,5 M$ dégagés au semestre clos le 30 septembre 2025.

Les revenus tirés du secteur de Transformation d'entreprise se sont établis à 127,0 M$ pour le semestre clos le 30 septembre 2026, soit une baisse de 9,6 M$, ou de 7,0 %, par rapport aux revenus de 136,6 M$ dégagés au semestre clos le 30 septembre 2025. Cette diminution est principalement attribuable à l'arrivée à échéance de certains projets de clients, au rendement plus faible de certains secteurs d'activité et à une vente non récurrente de propriété intellectuelle comptabilisée lors de l'exercice précédent, le tout partiellement contrebalancé par les revenus générés par eVerge Interests, Inc. et ses filiales (« eVerge ») sur un semestre complet, suivant leur acquisition le 31 mai 2025 (« l'acquisition d'eVerge »), et par une incidence favorable du taux de change du dollar américain de 0,9 M$ entre les deux périodes.

Les revenus tirés du secteur de Services et solutions par industrie se sont établis à 81,5 M$ pour le semestre clos le 30 septembre 2026, soit une baisse de 22,3 M$, ou de 21,5 %, par rapport aux revenus de 103,8 M$ dégagés au semestre clos le 30 septembre 2025, ce qui est principalement attribuable à l'arrivée à échéance de certains projets de clients et à une réduction des revenus provenant de contrats gouvernementaux et du secteur bancaire.

7.2. Marge brute

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2026, la marge brute s'est établie à 32,5 M$, soit une baisse de 10,3 M$, ou de 24,1 %, par rapport à la marge brute de 42,8 M$ dégagée au trimestre clos le 30 septembre 2025, et la marge brute en pourcentage des revenus a diminué pour s'établir à 31,4 %, contre 34,4 % pour le trimestre clos le 30 septembre 2025.

Pour le secteur Transformation d'entreprise, la marge brute en pourcentage des revenus a diminué par rapport à celle du même trimestre de l'exercice précédent, ce qui est principalement attribuable au rendement moindre dans certains secteurs d'activité de l'entreprise et à l'incidence d'une vente de propriété intellectuelle non récurrente, dont le produit intégral avait contribué à la marge dégagée.

La marge brute en pourcentage des revenus pour le secteur Services et solutions par industrie a diminué par rapport à celle du même trimestre de l'exercice précédent, ce qui est principalement attribuable à l'utilisation moins soutenue, la réduction des crédits d'impôt et à l'évolution de la composition des projets.

Le secteur Services de Datum a été cédée le 31 mars 2026 dans le cadre de la transaction liée à Datum, de sorte qu'aucune marge brute n'est présentée à cet égard pour le trimestre et le semestre clos le 30 septembre 2026.

Pour le semestre clos le 30 septembre 2026, la marge brute s'est établie à 64,4 M$, soit une baisse de 18,2 M$, ou de 22,0 %, par rapport à la marge brute de 82,6 M$ dégagée au semestre clos le 30 septembre 2025, et la marge brute en pourcentage des revenus a diminué pour s'établir à 30,9 %, contre 33,2 % pour le semestre clos le 30 septembre 2025.

Pour le secteur Transformation d'entreprise, la marge brute en pourcentage des revenus du semestre clos le 30 septembre 2026 a diminué par rapport à celle de la même période de l'exercice précédent, ce qui est principalement attribuable au rendement moindre dans certains secteurs d'activité de l'entreprise et à l'incidence d'une vente de propriété intellectuelle non récurrente, dont le produit intégral avait contribué à la marge dégagée.

La marge brute en pourcentage des revenus du semestre clos le 30 septembre 2026 pour le secteur Services et solutions par industrie a diminué par rapport à celle de la même période de l'exercice précédent, ce qui est principalement attribuable à l'utilisation moins soutenue, la réduction des crédits d'impôt et à l'évolution de la composition des projets.

7.3. Charges d'exploitation

7.3.1. Charges de vente, générales et administratives

Les charges de vente, générales et administratives comprennent les salaires et les autres avantages du personnel de vente et du personnel administratif, les frais d'occupation, les coûts liés aux technologies de l'information et aux communications, la rémunération fondée sur des actions, les honoraires professionnels, les droits d'inscription à la bourse et les frais liés aux investisseurs et d'autres charges administratives.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2026, les charges de vente, générales et administratives se sont établies à 25,2 M$, soit une baisse de 6,1 M$ (compte tenu de la réduction de 1,6 M$ des charges liées aux services de Datum, division vendue le 31 mars 2026), ou de 19,5 %, par rapport aux charges de 31,3 M$ constatées pour le trimestre clos le 30 septembre 2025. Les charges de vente, générales et administratives en pourcentage des revenus se sont établies à 24,4 % pour le trimestre clos le 30 septembre 2026, contre 25,2 % pour le même trimestre de l'exercice précédent. La diminution des charges de vente, générales et administratives est principalement attribuable aux baisses des coûts de rémunération des employés (découlant principalement des réductions de personnel et de la rémunération variable), des honoraires professionnels et de la rémunération fondée sur des actions.

Pour le semestre clos le 30 septembre 2026, les charges de vente, générales et administratives se sont établies à 53,6 M$, soit une baisse de 8,3 M$ (compte tenu de la réduction 2,6 M$ des charges liées aux services de Datum, division vendue le 31 mars 2026), ou de 13,4 %, par rapport aux charges de 61,9 M$ constatées pour le semestre clos le 30 septembre 2025. Les charges de vente, générales et administratives en pourcentage des revenus se sont établies à 25,7 % pour le semestre clos le 30 septembre 2026, contre 24,9 % pour le même semestre de l'exercice précédent. La diminution des charges de vente, générales et administratives est principalement attribuable aux baisses des coûts de rémunération des employés (découlant

principalement des réductions de personnel et de la rémunération variable), des honoraires professionnels et de la rémunération fondée sur des actions.

7.3.2. Rémunération fondée sur des actions

La rémunération fondée sur des actions est comprise dans le coût des revenus et les charges de vente, générales et administratives et est détaillée dans le tableau qui suit :

	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
(en milliers de dollars)	2026	2025	2026	2025
	$	$	$	$
Options sur actions	—	(8)	13	50
Régime d'achat d'actions (cotisation de l'employeur)	294	342	597	670
Rémunération fondée sur des actions attribuées lors d'acquisitions d'entreprises	200	185	399	928
UAD	—	178	—	391
UAI	719	428	1 501	982
UAR	(1 017)	179	(445)	655
	196	**1 304**	**2 065**	**3 676**

La rémunération fondée sur des actions s'est établie à 0,2 M$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2026, soit une baisse de 1,1 M$ par rapport au montant de 1,3 M$ constaté pour le trimestre clos le 30 septembre 2025, ce qui est principalement attribuable à une diminution des charges liées aux UAR, découlant d'un recouvrement suivant la révision des hypothèses émises par la direction quant à la réalisation de conditions d'acquisition des droits liées au rendement.

La rémunération fondée sur des actions s'est établie à 2,1 M$ pour le semestre clos le 30 septembre 2026, soit une baisse de 1,6 M$ par rapport au montant de 3,7 M$ constaté pour le semestre clos le 30 septembre 2025, ce qui est principalement attribuable à une diminution des charges liées aux UAR, découlant d'un recouvrement suivant la révision des hypothèses émises par la direction quant à la réalisation de conditions d'acquisition des droits liées au rendement, ainsi qu'à une diminution de la rémunération fondée sur des actions attribuée lors d'acquisitions d'entreprises antérieures.

7.3.3. Recouvrement de coûts d'acquisition, d'intégration et de réorganisation d'entreprises

Le recouvrement de coûts d'acquisition, d'intégration et de réorganisation d'entreprises s'est établi à 3,4 M$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2026, soit une baisse de 0,5 M$ par rapport au montant de 3,9 M$ constaté pour le trimestre clos le 30 septembre 2025. La diminution du recouvrement est principalement attribuable à une hausse de 1,0 M$ des honoraires professionnels se rapportant aux transactions, y compris de l'examen stratégique, ainsi qu'à une hausse de 0,9 M$ des coûts d'intégration (principalement composés de coûts d'avantages du personnel engagés dans le cadre de l'intégration d'entreprises acquises antérieurement), partiellement contrebalancées par une hausse de 1,7 M$ du recouvrement se rapportant à la variation de la juste valeur de la contrepartie éventuelle suivant les changements d'estimation des cibles de rentabilité liées à des acquisitions d'entreprises antérieures. La variation de la juste valeur de la contrepartie éventuelle de 5,9 M$

constatée pour le trimestre clos le 30 septembre 2026 se rapporte à l'acquisition d'eVerge, tandis que la variation de la juste valeur de la contrepartie éventuelle de 4,2 M$ constatée pour le trimestre clos le 30 septembre 2025 était principalement liée à l'acquisition, le 1er décembre 2024, de XRM Vision Inc. et de ses filiales.

Le recouvrement de coûts d'acquisition, d'intégration et de réorganisation d'entreprises s'est établi à 2,7 M$ pour le semestre clos le 30 septembre 2026, soit une hausse de 0,9 M$ par rapport au montant de 1,8 M$ constaté pour le semestre clos le 30 septembre 2025. L'augmentation du recouvrement est principalement attribuable à une hausse de 1,7 M$ du recouvrement se rapportant à la variation de la juste valeur de la contrepartie éventuelle, comme expliqué ci-dessus, partiellement contrebalancée par une hausse de 0,6 M$ des coûts d'intégration (principalement composés de coûts d'avantages du personnel engagés dans le cadre de l'intégration d'entreprises acquises antérieurement), et une hausse de 0,5 M$ des coûts de transactions, principalement liés aux honoraires professionnels engagés au cours de l'exercice en cours, incluant ceux encourus dans le cadre de l'examen stratégique, eux-mêmes partiellement contrebalancées par les honoraires professionnels engagés au cours de l'exercice précédent en lien avec l'acquisition d'eVerge.

La contrepartie éventuelle des deux acquisitions a fait l'objet d'évaluations définitives et aucun rajustement supplémentaire ne sera nécessaire.

7.3.4. Amortissement des immobilisations corporelles

L'amortissement des immobilisations corporelles et des actifs au titre de droits d'utilisation s'est élevé à 0,7 M$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2026, contre 1,0 M$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2025. L'amortissement s'est élevé à 1,4 M$ pour le semestre clos le 30 septembre 2026, contre 2,0 M$ pour le semestre clos le 30 septembre 2025. Les diminutions sont principalement attribuables à l'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation, la Société continuant à réduire son espace occupé.

7.3.5. Amortissement des immobilisations incorporelles

L'amortissement des immobilisations incorporelles s'est élevé à 3,2 M$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2026, contre 5,3 M$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2025. La variation est principalement attribuable à la baisse de l'amortissement des relations clients comptabilisées lors d'acquisitions d'entreprises, en baisse de 2,1 M$, certaines immobilisations incorporelles étant désormais entièrement amorties et les actifs de Datum ayant été cédés par rapport à la même période de l'exercice précédent.

L'amortissement des immobilisations incorporelles s'est élevé à 6,3 M$ pour le semestre clos le 30 septembre 2026, contre 10,3 M$ pour le semestre clos le 30 septembre 2025. La variation est principalement attribuable à la baisse de l'amortissement des relations clients comptabilisées lors d'acquisitions d'entreprises, en baisse de 2,9 M$ et à l'amortissement des logiciels, en baisse de 1,0 M$, certaines immobilisations incorporelles étant désormais entièrement amorties et les actifs de Datum ayant été cédés par rapport à la même période de l'exercice précédent.

7.3.6. Dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles

Depuis le 1er avril 2026, la Société présente ses résultats financiers selon une nouvelle structure sectorielle fondée sur le type de services rendus, plutôt que selon l'approche géographique qu'elle utilisait antérieurement, comme décrit à la sous-rubrique 7.7 intitulée « Informations sectorielles ». Suivant ce remaniement, la Société a procédé à un examen de ses unités génératrices de trésorerie (« UGT ») et, au besoin, réaffecté le goodwill entre celles-ci. La modification des UGT a eu lieu immédiatement après la clôture du dernier exercice de la Société, le 31 mars 2026, date à laquelle des tests de dépréciation ont été réalisés pour chaque UGT. Au terme de ces tests, il a été conclu qu'aucune UGT ne présentait de dépréciation du goodwill. Selon cette nouvelle structure, le goodwill fait l'objet d'un suivi au sein de trois UGT : Services et solutions par industrie, EPM et ERP.

La valeur comptable du goodwill de la Société est soumise à un test de dépréciation si des événements ou des changements de situation indiquent qu'elle pourrait avoir subi une dépréciation. À chaque date de clôture, la Société évalue s'il existe une indication de dépréciation.

Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 septembre 2026, la direction a conclu que le fait que l'UGT Services et solutions par industrie n'ait pas atteint les cibles de rentabilité constituait une indication de dépréciation et a donc soumis cette UGT à un test de dépréciation. Par conséquent, une perte de valeur de 30,4 M$ a été comptabilisée.

Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 septembre 2025, la direction a conclu que le fait que les UGT Canada et Services de Datum (anciennement Solutions d'entreprise) n'aient pas atteint les cibles de rentabilité constituait une indication de dépréciation. Une perte de valeur totalisant 38,0 M$ a été comptabilisée au titre du goodwill et des immobilisations incorporelles à l'égard des UGT Canada et Services de Datum, ce qui s'est traduit par une dépréciation du goodwill de 26,5 M$ pour l'UGT Canada et de 9,7 M$ pour l'UGT Services de Datum et par une dépréciation des immobilisations incorporelles de 1,8 M$ pour l'UGT Services de Datum pour une dépréciation totale de 38,0 M$.

Se reporter à la note 4 des états financiers du deuxième trimestre pour de plus amples renseignements au sujet des tests de dépréciation du goodwill.

7.3.7. Opérations de change

Le gain de change s'est établi à 0,3 M$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2026, contre 0,5 M$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2025.

Le gain de change s'est établi à 1,3 M$ pour le semestre clos le 30 septembre 2026, contre une perte de 0,7 M$ pour le semestre clos le 30 septembre 2025.

7.4. Autres résultats nets et charges

7.4.1. Charges financières nettes

Les charges financières nettes se résument comme suit :

	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
(en milliers de dollars)	2026	2025	2026	2025
	$	$	$	$
Intérêts sur la dette à long terme	1 890	1 491	3 595	3 607
Intérêts relatifs aux obligations locatives	88	89	152	186
Amortissement des charges financières	63	57	121	114
Capitalisation des intérêts au titre des soldes de prix d'acquisition	191	333	442	588
Frais de financement	179	219	436	602
Revenus d'intérêts	(33)	(63)	(78)	(131)
	2 378	**2 126**	**4 668**	**4 966**

Les charges financières nettes se sont établies à 2,4 M$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2026, soit une hausse de 0,3 M$, ou de 11,9 %, par rapport aux charges de 2,1 M$ engagées au trimestre clos le 30 septembre 2025. Cette augmentation est principalement attribuable à la hausse des intérêts sur la dette à long terme.

Les charges financières nettes se sont établies à 4,7 M$ pour le semestre clos le 30 septembre 2026, soit une baisse de 0,3 M$, ou de 6,0 %, par rapport aux charges de 5,0 M$ engagées au semestre clos le 30 septembre 2025.

7.4.2. Quote-part du résultat net d'une entreprise associée

La quote-part du résultat net d'une entreprise associée se rapporte à la nouvelle participation de la Société dans Medivra Holdings LLC, obtenue dans le cadre de la transaction liée à Datum, et a été négligeable pour le trimestre et le semestre clos le 30 septembre 2026.

7.4.3. Impôts sur le résultat

Le recouvrement d'impôts s'est établi à 0,5 M$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2026, soit une variation de 0,9 M$ par rapport à la charge d'impôts de 0,4 M$ constatée pour le trimestre clos le 30 septembre 2025, ce qui est principalement attribuable à la hausse d'un recouvrement d'impôts différés se rapportant à la dépréciation du goodwill. Certaines entités du Groupe, qui présentent des antécédents de pertes, continuent de ne pas comptabiliser d'actifs d'impôts différés au titre de leurs pertes.

Le recouvrement d'impôts s'est établi à 0,6 M$ pour le semestre clos le 30 septembre 2026, soit une baisse de 2,1 M$ par rapport au recouvrement de 2,7 M$ constaté pour le semestre clos le 30 septembre 2025. Cette diminution du recouvrement d'impôts est principalement attribuable à l'actif d'impôts différés de 1,9 M$, comptabilisé au cours de l'exercice précédent relativement à des pertes d'exploitation nettes qui n'avaient pas été comptabilisées auparavant et dont la réalisation est devenue probable en raison du passif d'impôts différés comptabilisé dans le cadre de l'acquisition d'eVerge, ainsi qu'à l'augmentation de la charge d'impôts exigibles découlant de la décision de la direction de préserver certains attributs fiscaux afin d'optimiser l'utilisation de crédits d'impôt non remboursables. Cette baisse a été partiellement contrebalancée par une augmentation du recouvrement des impôts différés suite à la dépréciation du goodwill. Certaines entités du Groupe, qui présentent des antécédents de pertes, ne comptabilisent pas d'actifs d'impôts différés au titre de leurs pertes pour la période considérée ni pour les périodes antérieures.

7.5. Perte nette et perte par action

La perte nette pour le trimestre clos le 30 septembre 2026 s'est établie à 25,0 M$, soit une baisse de 6,0 M$ par rapport à la perte nette de 31,0 M$ constatée pour le trimestre clos le 30 septembre 2025. Cette perte moins importante est principalement attribuable aux diminutions de la dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles, des charges de vente, générales et administratives ainsi que de l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles de même qu'au recouvrement d'impôts plus important pour le trimestre clos le 30 septembre 2026 par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2025, le tout partiellement contrebalancé par la réduction de la marge brute entre les deux périodes (elle-même attribuable à la baisse des revenus, à l'utilisation moins soutenue et à la diminution des crédits d'impôt). Ce résultat s'est traduit par une perte de base et diluée par action de 0,26 $ pour le trimestre clos le 30 septembre 2026, contre 0,32 $ pour le trimestre clos le 30 septembre 2025.

La perte nette pour le semestre clos le 30 septembre 2026 s'est établie à 27,4 M$, soit une baisse de 3,4 M$ par rapport à la perte nette de 30,8 M$ constatée pour le semestre clos le 30 septembre 2025. Cette perte moins importante est principalement attribuable aux diminutions des charges de vente, générales et administratives, de la dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles ainsi que de l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles, au gain de change plus important et à la hausse du recouvrement de coûts d'acquisition, d'intégration et de réorganisation d'entreprises, partiellement contrebalancés par la réduction de la marge brute (elle-même attribuable à la baisse des revenus, à l'utilisation moins soutenue et à la diminution des crédits d'impôt) et par la diminution du recouvrement d'impôts pour le semestre clos le 30 septembre 2026 par rapport au semestre clos le 30 septembre 2025. Ce résultat s'est traduit par une perte de base et diluée par action de 0,29 $ pour le semestre clos le 30 septembre 2026, contre 0,31 $ pour le semestre clos le 30 septembre 2025.

7.6. Bénéfice net ajusté et bénéfice net ajusté par action

Le tableau suivant présente un rapprochement entre la perte nette et le bénéfice net ajusté :

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2026	2025	2026	2025
	$	$	$	$
Perte nette	**(25 024)**	**(30 961)**	**(27 445)**	**(30 776)**
Recouvrement de coûts d'acquisition, d'intégration et de réorganisation d'entreprises	(3 421)	(3 885)	(2 660)	(1 838)
Amortissement des immobilisations incorporelles	3 190	5 317	6 329	10 272
Rémunération fondée sur des actions	196	1 304	2 065	3 676
Dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles	30 400	38 028	30 400	38 028
Quote-part du résultat net d'une entreprise associée	(171)	—	(4)	—
Perte liée à la disposition d'actifs et à la modification de contrats de location	—	—	—	37
Coûts de séparation	847	—	847	—
Impôt lié à l'actif d'impôts différés comptabilisé lors de la répartition du prix d'achat	—	—	—	(1 948)
Effet des impôts liés aux éléments susmentionnés	(1 453)	(336)	(2 097)	(1 465)
Bénéfice net ajusté[1)]	**4 564**	**9 467**	**7 435**	**15 986**
Perte de base et diluée par action	(0,26)	(0,32)	(0,29)	(0,31)
Bénéfice net ajusté par action[1)]	0,05	0,10	0,08	0,16

[1)] Il s'agit d'une mesure non conforme aux IFRS. Se reporter à la rubrique 5 intitulée « Mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières » pour une explication de la composition et de l'utilité de cette mesure non conforme aux IFRS.

Le bénéfice net ajusté s'est établi à 4,6 M$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2026, soit une baisse de 4,9 M$, ou de 51,8 %, par rapport au bénéfice net ajusté de 9,5 M$ constaté pour le trimestre clos le 30 septembre 2025. Ce recul est principalement attribuable à la réduction de la marge brute (elle-même attribuable à la baisse des revenus, à l'utilisation moins soutenue et à la diminution des crédits d'impôt), partiellement contrebalancée par la diminution des charges de vente, générales et administratives. Ce résultat s'est traduit par un bénéfice net ajusté par action de 0,05 $ pour le trimestre clos le 30 septembre 2026, contre 0,10 $ pour le trimestre clos le 30 septembre 2025.

Le bénéfice net ajusté s'est établi à 7,4 M$ pour le semestre clos le 30 septembre 2026, soit une baisse de 8,6 M$, ou de 53,5 %, par rapport au bénéfice net ajusté de 16,0 M$ constaté pour le semestre clos le 30 septembre 2025. Ce recul est principalement attribuable à la réduction de la marge brute (elle-même attribuable à la baisse des revenus, à l'utilisation moins soutenue et à la diminution des crédits d'impôt), partiellement contrebalancée par la diminution des charges de vente, générales et administratives et par la hausse du gain de change. Ce résultat s'est traduit par un bénéfice net ajusté par action de 0,08 $ pour le semestre clos le 30 septembre 2026, contre 0,16 $ pour le semestre clos le 30 septembre 2025.

7.7. Informations sectorielles

Au 1er avril 2026, la Société a commencé à présenter ses résultats financiers selon une nouvelle structure sectorielle conçue pour mieux refléter son organisation opérationnelle. Cette nouvelle structure comprend deux secteurs à présenter, reflétant les deux grands secteurs d'activité : Transformation d'entreprise et Services et solutions par industrie. Les secteurs opérationnels répondant aux critères de regroupement ont été combinés au sein de ces deux secteurs à présenter.

Le secteur Transformation d'entreprise aide les organisations à moderniser leurs systèmes d'affaires critiques et à adopter les technologies d'IA à l'échelle de l'entreprise. Alithya offre des services de consultation, de développement d'applications, de mise en œuvre et d'intégration, ainsi que des services gérés de TI pour les principales plateformes d'IA, d'infonuagique et d'applications d'entreprise, dont Microsoft, Oracle et Salesforce. Notre expertise couvre la planification des ressources de l'entreprise (ERP), la gestion de la performance d'entreprise (EPM), la gestion de la relation client (CRM), la gestion du capital humain (HCM) et la gestion de la chaîne d'approvisionnement (SCM). Par son offre, Alithya aide les clients à optimiser leurs opérations, à automatiser leurs processus, à améliorer la prise de décision et à soutenir l'adoption technologique et la transformation de l'entreprise.

Le secteur Services et solutions par industrie aide les organisations à relever des enjeux d'affaires propres à leur secteur et à réaliser une transformation d'entreprise à grande échelle grâce à l'IA, à l'infonuagique et à l'innovation numérique. Alithya allie expertise sectorielle et conseil stratégique, auxquels s'ajoutent les services-conseils, l'accompagnement technologique et la migration vers les plateformes infonuagiques des « fournisseurs de services infonuagiques à très grande échelle » AWS et Microsoft Azure. Elle accompagne ainsi ses clients de la stratégie et la planification jusqu'à la mise en œuvre, au changement organisationnel et à la réalisation durable de valeur. L'approche vise avant tout l'atteinte de résultats d'affaires mesurables, indépendamment de la plateforme technologique utilisée. Alithya améliore la performance et aide les organisations à s'adapter et à demeurer concurrentielles dans un marché en constante évolution.

Le bénéfice d'exploitation par secteur renvoie au bénéfice d'exploitation avant les frais généraux et administratifs du siège social, les coûts d'acquisition, d'intégration et de réorganisation d'entreprises, l'amortissement, (le gain) la perte de change et la dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles. Ces éléments ne sont pas pris en compte dans l'évaluation du rendement financier sous-jacent des secteurs à présenter puisqu'ils ne se rapportent pas directement aux activités sectorielles. Les frais généraux et administratifs du siège social sont les dépenses et les salaires liés aux fonctions centralisées, comme les ressources des équipes mondiales des finances, des affaires juridiques, du capital humain et des technologies de l'information, qui ne sont pas affectés aux secteurs.

Les données comparatives comprennent un troisième secteur qui inclut les résultats de Datum comme il a été vendu le 31 mars 2026.

Les tableaux suivants présentent les activités de la Société en fonction des secteurs à présenter :

(en milliers de dollars)	Trimestre clos le 30 septembre 2026 Transformation d'entreprise	Services et solutions par industrie	Services de Datum	Total
	$	$	$	$
Revenus	64 405	38 963	—	103 368
Coût des revenus et charges d'exploitation :				
Coûts de rémunération des employés et des sous-traitants	48 966	34 585	—	83 551
Crédits d'impôt	(329)	(689)	—	(1 018)
Licences et télécommunications	1 090	1 087	—	2 177
Autres charges	1 454	1 073	—	2 527
	51 181	36 056	—	87 237
Bénéfice d'exploitation par secteur	13 224	2 907	—	16 131
Frais généraux et administratifs du siège social				8 902
Recouvrement de coûts d'acquisition, d'intégration et de réorganisation d'entreprises[a)]				(3 421)
Gain de change				(326)
Bénéfice d'exploitation avant amortissement et dépréciation du goodwill				10 976
Amortissement				3 917
Dépréciation du goodwill[b)]				30 400
Perte d'exploitation				**(23 341)**

[a)] La variation de 5 881 000 $ de la juste valeur de la contrepartie éventuelle, incluse dans le recouvrement de coûts d'acquisition, d'intégration et de réorganisation d'entreprises, se rapporte au secteur Transformation d'entreprise.
[b)] La dépréciation du goodwill se rapporte au secteur Services et solutions par industrie.

(en milliers de dollars)	Trimestre clos le 30 septembre 2025 Transformation d'entreprise	Services et solutions par industrie	Services de Datum	Total
	$	$	$	$
Revenus	70 805	49 614	3 873	124 292
Coût des revenus et charges d'exploitation :				
Coûts de rémunération des employés et des sous-traitants	52 622	42 981	2 150	97 753
Crédits d'impôt	(210)	(1 369)	—	(1 579)
Licences et télécommunications	1 110	1 108	746	2 964
Autres charges	1 643	1 236	308	3 187
	55 165	43 956	3 204	102 325
Bénéfice d'exploitation par secteur	15 640	5 658	669	21 967
Frais généraux et administratifs du siège social				10 483
Recouvrement de coûts d'acquisition, d'intégration et de réorganisation d'entreprises[a)]				(3 885)
Gain de change				(469)
Bénéfice d'exploitation avant amortissement et dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles				15 838
Amortissement				6 295
Dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles[b)]				38 028
Perte d'exploitation				**(28 485)**

[a)] La variation de 4 172 000 $ de la juste valeur de la contrepartie éventuelle, incluse dans le recouvrement de coûts d'acquisition, d'intégration et de réorganisation d'entreprises, se rapporte au secteur Transformation d'entreprise.
[b)] La dépréciation du goodwill de 26 500 000 $ se rapporte au secteur Services et solutions par industrie, tandis que la dépréciation du goodwill de 9 723 000 $ et la dépréciation des immobilisations incorporelles de 1 805 000 $ se rapportent au secteur Services de Datum.

(en milliers de dollars)	Semestre clos le 30 septembre 2026 Transformation d'entreprise	Services et solutions par industrie	Services de Datum	Total
	$	$	$	$
Revenus	126 964	81 454	—	208 418
Coût des revenus et charges d'exploitation :				
Coûts de rémunération des employés et des sous-traitants	98 743	72 271	—	171 014
Crédits d'impôt	(598)	(1 478)	—	(2 076)
Licences et télécommunications	2 138	2 146	—	4 284
Autres charges	3 278	2 236	—	5 514
	103 561	75 175	—	178 736
Bénéfice d'exploitation par secteur	23 403	6 279	—	29 682
Frais généraux et administratifs du siège social				18 900
Recouvrement de coûts d'acquisition, d'intégration et de réorganisation d'entreprises[a)]				(2 660)
Gain de change				(1 253)
Bénéfice d'exploitation avant amortissement et dépréciation du goodwill				14 695
Amortissement				7 684
Dépréciation du goodwill[b)]				30 400
Perte d'exploitation				**(23 389)**

[a)] La variation de 5 881 000 $ de la juste valeur de la contrepartie éventuelle, incluse dans le recouvrement de coûts d'acquisition, d'intégration et de réorganisation d'entreprises, se rapporte au secteur Transformation d'entreprise.
[b)] La dépréciation du goodwill se rapporte au secteur Services et solutions par industrie.

(en milliers de dollars)	Semestre clos le 30 septembre 2025 Transformation d'entreprise	Services et solutions par industrie	Services de Datum	Total
	$	$	$	$
Revenus	136 583	103 802	8 065	248 450
Coût des revenus et charges d'exploitation :				
Coûts de rémunération des employés et des sous-traitants	101 446	90 943	4 919	197 308
Crédits d'impôt	(457)	(2 603)	—	(3 060)
Licences et télécommunications	2 076	2 177	1 538	5 791
Autres charges	3 114	2 436	582	6 132
	106 179	92 953	7 039	206 171
Bénéfice d'exploitation par secteur	30 404	10 849	1 026	42 279
Frais généraux et administratifs du siège social				21 575
Recouvrement de coûts d'acquisition, d'intégration et de réorganisation d'entreprises[a)]				(1 838)
Perte de change				697
Bénéfice d'exploitation avant amortissement et dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles				21 845
Amortissement				12 315
Dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles[b)]				38 028
Perte d'exploitation				**(28 498)**

[a)] La variation de 4 172 000 $ de la juste valeur de la contrepartie éventuelle, incluse dans le recouvrement de coûts d'acquisition, d'intégration et de réorganisation d'entreprises, se rapporte au secteur Transformation d'entreprise.
[b)] La dépréciation du goodwill de 26 500 000 $ se rapporte au secteur Services et solutions par industrie, tandis que la dépréciation du goodwill de 9 723 000 $ et la dépréciation des immobilisations incorporelles de 1 805 000 $ se rapportent au secteur Services de Datum.

Se reporter à la sous-rubrique 7.1 intitulée « Revenus » pour de plus amples renseignements au sujet des écarts de revenus par secteur et à la sous-rubrique 7.3.3 intitulée « Recouvrement de coûts d'acquisition, d'intégration et de réorganisation d'entreprises » pour de plus amples renseignements au sujet desdits recouvrements.

Le bénéfice d'exploitation du secteur Transformation d'entreprise a reculé de 2,4 M$, ou de 15,4 %, pour s'établir à 13,2 M$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2026, contre 15,6 M$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2025, ce qui est principalement attribuable à la baisse des revenus, partiellement contrebalancée par la baisse des coûts de rémunération des employés et des sous-traitants.

Le bénéfice d'exploitation du secteur Services et solutions par industrie a reculé de 2,8 M$, ou de 48,6 %, pour s'établir à 2,9 M$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2026, contre 5,7 M$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2025, ce qui est attribuable à la baisse des revenus et à la diminution des crédits d'impôt, partiellement contrebalancées par la baisse des coûts de rémunération des employés et des sous-traitants.

La vente de la division des Services de Datum le 31 mars 2026 dans le cadre de la transaction liée à Datum a donné lieu à une diminution du bénéfice d'exploitation de 0,7 M$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2026 et de 1,0 M$ pour le semestre clos le 30 septembre 2026.

Le bénéfice d'exploitation du secteur Transformation d'entreprise a reculé de 7,0 M$, ou de 23,0 %, pour s'établir à 23,4 M$ pour le semestre clos le 30 septembre 2026, contre 30,4 M$ pour le semestre clos le 30 septembre 2025, ce qui est principalement attribuable à la baisse des revenus, partiellement contrebalancée par la baisse des coûts de rémunération des employés et des sous-traitants.

Le bénéfice d'exploitation du secteur Services et solutions par industrie a reculé de 4,5 M$, ou de 42,1 %, pour s'établir à 6,3 M$ pour le semestre clos le 30 septembre 2026, contre 10,8 M$ pour le semestre clos le 30 septembre 2025, ce qui est principalement attribuable à la baisse des revenus et à la diminution des crédits d'impôt, partiellement contrebalancées par la baisse des coûts de rémunération des employés et des sous-traitants.

7.8. BAIIA et BAIIA ajusté

Le tableau suivant présente un rapprochement entre la perte nette, d'une part, et le BAIIA et le BAIIA ajusté, d'autre part :

	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	**2026**	**2025**	**2026**	**2025**
	$	$	$	$
Revenus	**103 368**	**124 292**	**208 418**	**248 450**
Perte nette	**(25 024)**	**(30 961)**	**(27 445)**	**(30 776)**
Charges financières nettes	2 378	2 126	4 668	4 966
(Recouvrement) charge d'impôts	(524)	350	(608)	(2 688)
Amortissement des immobilisations corporelles	727	978	1 355	2 043
Amortissement des immobilisations incorporelles	3 190	5 317	6 329	10 272
BAIIA[1)]	**(19 253)**	**(22 190)**	**(15 701)**	**(16 183)**
Marge du BAIIA[1)]	**(18,6 %)**	**(17,9 %)**	**(7,5 %)**	**(6,5 %)**
Ajusté pour :				
(Gain) perte de change	(326)	(469)	(1 253)	697
Rémunération fondée sur des actions	196	1 304	2 065	3 676
Recouvrement de coûts d'acquisition, d'intégration et de réorganisation d'entreprises	(3 421)	(3 885)	(2 660)	(1 838)
Dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles	30 400	38 028	30 400	38 028
Quote-part du résultat net d'une entreprise associée	(171)	—	(4)	—
Perte liée à la disposition d'actifs et à la modification de contrats de location	—	—	—	37
Coûts de séparation	847	—	847	—
BAIIA ajusté[1)]	**8 272**	**12 788**	**13 694**	**24 417**
Marge du BAIIA ajusté[1)]	**8,0 %**	**10,3 %**	**6,6 %**	**9,8 %**

[1)] Il s'agit d'une mesure non conforme aux IFRS. Se reporter à la rubrique 5 intitulée « Mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières » pour une explication de la composition et de l'utilité de cette mesure non conforme aux IFRS.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2026, le BAIIA s'est établi à une perte de 19,3 M$, soit une diminution de la perte de 2,9 M$ par rapport à la perte de 22,2 M$ constatée pour le trimestre clos le 30 septembre 2025. La marge du BAIIA s'est établie à (18,6 %) pour le trimestre clos le 30 septembre 2026, contre (17,9 %) pour le trimestre clos le 30 septembre 2025.

Le BAIIA ajusté s'est établi à 8,3 M$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2026, soit une baisse de 4,5 M$, ou de 35,3 %, par rapport au BAIIA ajusté de 12,8 M$ constaté pour le trimestre clos le 30 septembre 2025. Ce recul est principalement attribuable à la réduction de la marge brute (elle-même attribuable à la baisse des revenus, à l'utilisation moins soutenue et à la diminution des crédits d'impôt), partiellement contrebalancée par la diminution des charges de vente, générales et administratives. La marge du BAIIA ajusté s'est établie à 8,0 % pour le trimestre clos le 30 septembre 2026, contre 10,3 % pour le trimestre clos le 30 septembre 2025.

Pour le semestre clos le 30 septembre 2026, le BAIIA s’est établi à une perte de 15,7 M$, soit une diminution de la perte de 0,5 M$ par rapport à la perte de 16,2 M$ constatée pour le semestre clos le 30 septembre 2025. La marge du BAIIA s’est établie à (7,5 %) pour le semestre clos le 30 septembre 2026, contre (6,5 %) pour le semestre clos le 30 septembre 2025.

Le BAIIA ajusté s’est établi à 13,7 M$ pour le semestre clos le 30 septembre 2026, soit une baisse de 10,7 M$, ou de 43,9 %, par rapport au BAIIA ajusté de 24,4 M$ constaté pour le semestre clos le 30 septembre 2025. Cette diminution est principalement attribuable à la réduction de la marge brute (elle-même attribuable à la baisse des revenus, à l’utilisation moins soutenue et à la diminution des crédits d’impôt), partiellement contrebalancée par la diminution des charges de vente, générales et administratives. La marge du BAIIA ajusté s’est établie à 6,6 % pour le semestre clos le 30 septembre 2026, contre 9,8 % pour le semestre clos le 30 septembre 2025.

8. Nouveaux contrats et carnet de commandes

Les nouveaux contrats conclus[1)] au cours du trimestre clos le 30 septembre 2026 s'élèvent à 108,2 M$, ce qui s'est traduit par un ratio nouveaux contrats-facturation[1)] de 1,05, contre un montant de 90,9 M$ et un ratio nouveaux contrats-facturation de 0,73 pour le même trimestre de l'exercice précédent. En excluant les revenus tirés des deux contrats à long terme signés dans le cadre d'une acquisition au cours du premier trimestre de l'exercice 2022, le ratio nouveaux contrats-facturation aurait plutôt été de 1,12, contre 0,80 pour le même trimestre de l'exercice précédent. Les nouveaux contrats et le ratio nouveaux contrats-facturation sont tributaires des cycles d'investissement des clients et de la conjoncture économique, qui entraîne une certaine hésitation de la part des acheteurs et prolonge les cycles de vente.

Les nouveaux contrats conclus au cours des 12 mois précédant le 30 septembre 2026 se sont établis à 422,5 M$, ce qui s'est traduit par un ratio nouveaux contrats-facturation de 0,97, contre des nouveaux contrats de 447,5 M$ et un ratio nouveaux contrats-facturation de 0,91 pour la période de 12 mois précédant le 30 septembre 2025. En excluant les revenus tirés des deux contrats à long terme signés dans le cadre d'une acquisition au cours du premier trimestre de l'exercice 2022, le ratio nouveaux contrats-facturation aurait plutôt été de 1,05 pour la période de 12 mois précédant le 30 septembre 2026, ou de 1,01 pour celle précédant le 30 septembre 2025.

Les nouveaux contrats conclus au cours du semestre clos le 30 septembre 2026 s'élèvent à 197,2 M$, ce qui s'est traduit par un ratio nouveaux contrats-facturation de 0,95, contre un montant de 209,0 M$ et un ratio nouveaux contrats-facturation de 0,84 pour le même semestre de l'exercice précédent. En excluant les revenus tirés des deux contrats à long terme signés dans le cadre d'une acquisition au cours du premier trimestre de l'exercice 2022, le ratio nouveaux contrats-facturation aurait plutôt été de 1,02, contre 0,93 pour la même période de l'exercice précédent.

Aux 30 septembre 2026 et 2025, le carnet de commandes[1)] représentait environ 14 mois de revenus des 12 mois précédents. Il comprend les accords de revenus concernant des projets pouvant durer plus de 12 mois.

La direction est d'avis que les renseignements sur les nouveaux contrats peuvent fournir des données tendancielles intéressantes aux investisseurs en ce qui a trait aux variations du volume d'affaires au fil du temps, tandis que les renseignements sur le carnet de commandes peuvent fournir des données tendancielles intéressantes quant aux variations de la meilleure estimation de la direction quant aux revenus qui seront tirés des accords de revenus conclus. Cela dit, les contrats comportent généralement des clauses de résiliation au gré du client, et des modifications de l'étendue des travaux ainsi que de l'utilisation axée sur la demande peuvent survenir. De plus, rien ne garantit que les projets ne seront pas annulés, que la portée des travaux ne sera pas modifiée par la suite ou que le carnet de commandes se traduira ultimement par des revenus, ni à quel moment ces revenus et le résultat net connexe seront comptabilisés. Par conséquent, le montant de revenu effectivement réalisé au titre d'un contrat peut différer considérablement du montant initial des nouveaux contrats et du montant inclus au carnet de commandes à une date donnée.

[1)] Il s'agit d'une autre mesure financière. Se reporter à la rubrique 5 intitulée « Mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières » pour une explication de la composition de cette autre mesure financière.

9. Situation financière

Aux (en milliers de dollars)	30 septembre 2026	31 mars 2026
	$	$
Actifs courants	140 862	138 243
Actifs non courants	205 612	243 715
Actifs totaux	**346 474**	**381 958**
Passifs courants	93 768	110 326
Passifs non courants	136 817	128 941
Passifs totaux	**230 585**	**239 267**
Capitaux propres	115 889	142 691
Passifs et capitaux propres totaux	**346 474**	**381 958**

Au 30 septembre 2026, tant le total des actifs que le total des passifs et des capitaux propres se sont établis à 346,5 M$, soit une baisse de 35,5 M$, ou de 9,3 %, par rapport au montant de 382,0 M$ constaté au 31 mars 2026.

La diminution de 35,5 M$ du total des actifs est principalement attribuable à une diminution du goodwill de 28,7 M$ (principalement en raison de la dépréciation de 30,4 M$ du goodwill de l'UGT Services et solutions par industrie, partiellement contrebalancée par l'incidence favorable du taux de change), à une diminution des crédits d'impôt à recevoir de 6,5 M$ (découlant de l'obtention de crédits d'impôt se rapportant à un exercice antérieur, partiellement contrebalancée par les crédits d'impôt acquis au cours des deux premiers trimestres de l'exercice), à une réduction des immobilisations incorporelles de 5,8 M$ (attribuable à l'amortissement au fil du temps), et à une baisse des débiteurs et autres créances de 5,3 M$ (principalement attribuable au calendrier de facturation et à la baisse des revenus, et malgré l'incidence favorable du taux de change). Ces réductions ont été partiellement contrebalancées par une augmentation des travaux en cours de 7,2 M$ (principalement attribuable au calendrier de facturation des clients), et par une augmentation des actifs au titre de droits d'utilisation de 2,4 M$, principalement attribuable aux entrées de contrats de location.

Se reporter à la rubrique 10 intitulée « Liquidité et ressources en capital » pour de plus amples renseignements au sujet de l'écart de trésorerie, y compris l'incidence des différents actifs et passifs figurant au bilan sur la trésorerie.

La diminution de 35,5 M$ du total des passifs et des capitaux propres est composée de réductions de 8,7 M$ des passifs et de 26,8 M$ des capitaux propres[1)]. La diminution du total des passifs est principalement attribuable à une baisse des créditeurs et charges à payer de 11,3 M$ (principalement attribuable au calendrier des paiements et des charges à payer, et malgré l'incidence défavorable du taux de change), à une diminution de la contrepartie éventuelle de 5,9 M$ (découlant de la variation de la juste valeur liée à l'acquisition d'eVerge) à une diminution des revenus différés de 2,4 M$ (principalement attribuable au calendrier de facturation) et à une réduction des passifs d'impôts différés de 2,1 M$, dont il est question à la sous-rubrique 7.4.3 intitulée « Impôts sur le résultat ». Ces réductions ont été partiellement contrebalancées par des augmentations de 10,9 M$ au titre de la dette à long terme, dont il est question à la sous-rubrique 10.6 intitulée « Dette à long terme et dette nette » et de 2,1 M$ des obligations locatives, principalement attribuables aux ajouts de contrats de location.

[1)] Se reporter aux états consolidés intermédiaires des variations des capitaux propres qui figurent aux états financiers du deuxième trimestre pour de plus amples renseignements.

10. Liquidité et ressources en capital

10.1. Tableaux consolidés des flux de trésorerie

Les activités courantes et la croissance d'Alithya sont financées par une combinaison de flux de trésorerie liés à l'exploitation, d'emprunts au titre de sa facilité de crédit existante, et de prêts subordonnés non garantis ainsi que de l'émission d'actions. Alithya cherche à maintenir un niveau optimal de liquidité par la gestion active de ses actifs et passifs, ainsi que de ses flux de trésorerie. Le tableau suivant présente l'évolution des flux de trésorerie d'Alithya pour les trimestres et les semestres clos les 30 septembre 2026 et 2025 :

	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
(en milliers de dollars)	**2026**	**2025**	**2026**	**2025**
	$	**$**	**$**	**$**
Flux de trésorerie nets découlant des (affectés aux) activités d'exploitation	943	1 055	(3 841)	(3 119)
Flux de trésorerie nets découlant des (affectés aux) activités d'investissement	2 463	(244)	2 115	(10 215)
Flux de trésorerie nets (affectés aux) découlant des activités de financement	(1 307)	(2 289)	4 190	15 560
Effet de la fluctuation des taux de change sur la trésorerie	33	203	49	(373)
Variation nette de la trésorerie	**2 132**	**(1 275)**	**2 513**	**1 853**
Trésorerie à l'ouverture de la période	13 214	19 084	12 833	15 956
Trésorerie à la clôture de la période	**15 346**	**17 809**	**15 346**	**17 809**

10.2. Flux de trésorerie – activités d'exploitation

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2026, les flux de trésorerie nets découlant des activités d'exploitation se sont établis à 0,9 M$, soit une baisse de 0,2 M$ par rapport au montant de 1,1 M$ constaté pour le trimestre clos le 30 septembre 2025. Les flux de trésorerie constatés pour le trimestre clos le 30 septembre 2026 découlent de la perte nette de 25,0 M$, à laquelle s'ajoutent 29,4 M$ d'ajustements, composés principalement d'une dépréciation du goodwill de 30,4 M$ et d'autres éléments hors trésorerie comme l'amortissement ainsi que des charges financières nettes, le tout partiellement contrebalancé par une variation de la juste valeur de la contrepartie éventuelle et les impôts différés ainsi que par des variations défavorables des éléments hors trésorerie du fonds de roulement de 3,5 M$. À des fins de comparaison, les flux de trésorerie constatés pour le trimestre clos le 30 septembre 2025 découlaient de la perte nette de 31,0 M$, à laquelle s'ajoutaient 42,6 M$ d'ajustements composés principalement d'une dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles de 38,0 M$ et d'autres éléments hors trésorerie comme l'amortissement et la rémunération fondée sur des actions ainsi que des charges financières nettes, le tout partiellement contrebalancé par une variation de la juste valeur de la contrepartie éventuelle et par des variations défavorables des éléments hors trésorerie du fonds de roulement de 10,6 M$.

Les variations défavorables des éléments hors trésorerie du fonds de roulement de 3,5 M$ constatées pour le trimestre clos le 30 septembre 2026 sont principalement attribuables au calendrier des paiements, aux délais de recouvrement et au calendrier d'émission des factures et sont principalement composées d'une augmentation de 5,8 M$ des travaux en cours, d'une hausse de 1,2 M$ des débiteurs et autres créances et d'une diminution de 1,0 M$ des revenus différés, le tout partiellement contrebalancé par une diminution de

3,3 M$ des charges payées d'avance et une hausse de 1,3 M$ des créditeurs et charges à payer. Pour le trimestre clos le 30 septembre 2025, les variations défavorables des éléments hors trésorerie du fonds de roulement de 10,6 M$ étaient principalement attribuables au calendrier des paiements, aux délais de recouvrement et au calendrier d'émission des factures et étaient principalement composées d'une hausse de 4,2 M$ des débiteurs et autres créances, d'une baisse de 4,8 M$ des créditeurs et charges à payer, d'une augmentation de 2,5 M$ des travaux en cours et d'une augmentation de 1,6 M$ des crédits d'impôt à recevoir, le tout partiellement contrebalancé par une augmentation de 2,1 M$ des revenus différés.

Pour le semestre clos le 30 septembre 2026, les flux de trésorerie nets affectés aux activités d'exploitation se sont établis à 3,8 M$, soit une hausse de 0,7 M$ par rapport au montant de 3,1 M$ constaté pour le semestre clos le 30 septembre 2025. Les flux de trésorerie constatés pour le semestre clos le 30 septembre 2026 découlent de la perte nette de 27,4 M$, à laquelle s'ajoutent 35,4 M$ d'ajustements composés principalement d'une dépréciation du goodwill de 30,4 M$ et d'autres éléments hors trésorerie comme l'amortissement et la rémunération fondée sur des actions ainsi que des charges financières nettes, le tout partiellement contrebalancé par une variation de la juste valeur de la contrepartie éventuelle, les impôts différés et un gain de change non réalisé ainsi que par des variations défavorables des éléments hors trésorerie du fonds de roulement de 11,8 M$. À des fins de comparaison, les flux de trésorerie constatés pour le semestre clos le 30 septembre 2025 découlaient de la perte nette de 30,8 M$, à laquelle s'ajoutaient 51,2 M$ d'ajustements composés principalement d'une dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles de 38,0 M$ et d'autres éléments hors trésorerie comme l'amortissement, la rémunération fondée sur des actions et une perte de change non réalisée ainsi que des charges financières nettes, le tout partiellement contrebalancé par une variation de la juste valeur de la contrepartie éventuelle, les impôts différés et un gain de change réalisé ainsi que par des variations défavorables des éléments hors trésorerie du fonds de roulement de 23,5 M$.

Les variations défavorables des éléments hors trésorerie du fonds de roulement de 11,8 M$ constatées pour le semestre clos le 30 septembre 2026 sont principalement composées d'une baisse de 13,3 M$ des créditeurs et charges à payer, d'une augmentation de 6,8 M$ des travaux en cours et d'une diminution de 2,6 M$ des revenus différés, le tout partiellement contrebalancé par une diminution de 6,5 M$ des crédits d'impôt à recevoir, une baisse de 3,2 M$ des débiteurs et autres créances et une diminution de 1,1 M$ des charges payées d'avance. Pour le semestre clos le 30 septembre 2025, les variations défavorables des éléments hors trésorerie du fonds de roulement de 23,5 M$ étaient principalement composées d'une baisse de 13,9 M$ des créditeurs et charges à payer, d'une augmentation de 10,5 M$ des travaux en cours, d'une diminution de 4,4 M$ des revenus différés et d'une augmentation de 2,8 M$ des crédits d'impôt à recevoir, le tout partiellement contrebalancé par une baisse de 7,3 M$ des débiteurs et autres créances.

10.3. Flux de trésorerie – activités d'investissement

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2026, les flux de trésorerie nets découlant des activités d'investissement se sont établis à 2,5 M$, soit une variation de 2,7 M$ par rapport aux flux de trésorerie nets de 0,2 M$ affectés aux activités d'investissement pour le trimestre clos le 30 septembre 2025. Les flux de trésorerie constatés pour le trimestre clos le 30 septembre 2026 découlent principalement de l'encaissement de 2,9 M$ au titre d'un effet à recevoir émis dans le cadre de la transaction liée à Datum. À des fins de comparaison, les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement pour le trimestre clos le 30 septembre 2025 découlaient principalement d'acquisitions d'immobilisations corporelles dans le cours normal des activités.

Pour le semestre clos le 30 septembre 2026, les flux de trésorerie nets découlant des activités d'investissement se sont établis à 2,1 M$, soit une variation de 12,3 M$ par rapport aux flux de trésorerie nets de 10,2 M$ affectés aux activités d'investissement pour le semestre clos le 30 septembre 2025. Les flux de trésorerie constatés pour le semestre clos le 30 septembre 2026 découlent principalement de l'encaissement de 2,9 M$ au titre d'un effet à recevoir émis dans le cadre de la transaction liée à Datum, contrebalancé par l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles de 0,7 M$ dans le cours normal des activités. À des fins de comparaison, les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement pour le semestre clos le 30 septembre 2025 étaient principalement composés d'un montant de 9,5 M$ lié à l'acquisition d'eVerge, déduction faite de la trésorerie acquise, et d'acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles de 0,7 M$ dans le cours normal des activités.

10.4. Flux de trésorerie – activités de financement

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2026, les flux de trésorerie nets affectés aux activités de financement se sont établis à 1,3 M$, soit une baisse de 1,0 M$ par rapport au montant de 2,3 M$ constaté pour le trimestre clos le 30 septembre 2025. Les flux de trésorerie ainsi affectés pour le trimestre clos le 30 septembre 2026 découlent principalement du paiement de 2,1 M$ de charges financières, partiellement contrebalancé des avances nettes de 1,2 M$ au titre de la facilité de crédit, comme décrit à la sous-rubrique 10.6. À des fins de comparaison, les flux de trésorerie affectés aux activités de financement pour le trimestre clos le 30 septembre 2025 découlaient principalement du remboursement d'un solde de prix d'acquisition de 4,3 M$ lié à l'acquisition de Datum, du paiement de 1,7 M$ de charges financières et de l'acquittement de 0,9 M$ d'obligations locatives, le tout partiellement contrebalancé par des avances nettes de 4,7 M$ au titre de la facilité de crédit, déduction faite des coûts de transaction connexes.

Pour le semestre clos le 30 septembre 2026, les flux de trésorerie nets découlant des activités de financement se sont établis à 4,2 M$, soit une baisse de 11,4 M$ par rapport au montant de 15,6 M$ constaté pour le semestre clos le 30 septembre 2025. Les flux de trésorerie générés au semestre clos le 30 septembre 2026 découlent principalement d'avances nettes de 14,5 M$ au titre de la facilité de crédit, partiellement contrebalancées par le remboursement d'un solde de prix d'acquisition de 5,2 M$ lié à l'acquisition d'eVerge, le paiement de 4,1 M$ de charges financières et l'acquittement de 0,9 M$ d'obligations locatives. À des fins de comparaison, les flux de trésorerie découlant des activités de financement pour le semestre clos le 30 septembre 2025 découlaient principalement d'avances nettes de 26,7 M$ au titre de la facilité de crédit, déduction faite des coûts de transaction connexes, partiellement contrebalancées par le paiement de 4,3 M$ de charges financières, le remboursement d'un solde de prix d'acquisition de 4,3 M$ lié à l'acquisition de Datum et l'acquittement de 2,3 M$ d'obligations locatives.

10.5. Ressources en capital

Les ressources en capital se résument comme suit :

Aux (en milliers de dollars)	30 septembre 2026	31 mars 2026
	$	$
Trésorerie	15 346	12 833
Montant disponible au titre de la facilité de crédit renouvelable garantie de premier rang[1)]	38 003	53 738
Montant disponible au titre de la facilité de crédit d'exploitation[2)]	2 838	2 786
	56 187	**69 357**

[1)] Se reporter à la sous-rubrique 10.6 intitulée « Dette à long terme et dette nette » pour des précisions au sujet de la facilité de crédit renouvelable garantie de premier rang.

[2)] Se reporter à la note 6 des états financiers du deuxième trimestre pour des précisions au sujet de la facilité de crédit d'exploitation.

Les principaux objectifs d'Alithya en matière de gestion du capital consistent à fournir une solide assise financière afin de maintenir la confiance des actionnaires, des créanciers et des autres parties prenantes et de soutenir la croissance et le développement futurs de l'entreprise, à maintenir une structure de capital souple qui optimise le coût du capital à un niveau de risque acceptable et préserve sa capacité à respecter ses obligations financières, à assurer la disponibilité de liquidités suffisantes pour poursuivre sa stratégie de croissance interne et entreprendre des acquisitions ciblées et à assurer un rendement du capital investi pour les actionnaires.

Dans le cadre de la gestion de sa structure du capital, la Société surveille le rendement tout au long de l'exercice pour s'assurer que les besoins en fonds de roulement prévus et les dépenses en immobilisations sont financés par l'exploitation, les liquidités disponibles et les sommes pouvant être empruntées.

Au 30 septembre 2026, les ressources en capital à la disposition d'Alithya s'élevaient à 56,2 M$. Elles se composent de la trésorerie et des montants disponibles au titre de ses facilités de crédit. La direction estime que la Société est bien placée pour poursuivre ses activités tout en maintenant des niveaux de liquidité adéquats.

10.6. Dette à long terme et dette nette

Le tableau suivant présente un sommaire de la dette à long terme de la Société :

Aux (en milliers de dollars)	30 septembre 2026	31 mars 2026
	$	$
Facilité de crédit renouvelable garantie de premier rang (la « facilité de crédit »)[a)]	101 997	86 262
Prêts subordonnés non garantis[b)]	20 000	20 000
Solde de prix d'acquisition, d'une valeur nominale de 5 175 000 $, sans intérêt (taux d'intérêt effectif de 8,0 %), payable en versements annuels de 3 450 000 $ dû le 1er décembre 2026 et de 1 725 000 $ dû le 1er décembre 2027	4 983	4 795
Solde de prix d'acquisition, d'une valeur nominale de 3 760 000 $ US (5 336 000 $; 7 520 000 $ US, ou 10 475 000 $, au 31 mars 2026), sans intérêt (taux d'intérêt effectif de 8,0 %), payable en versements annuels de 3 760 000 $ US (5 336 000 $) et venant à échéance le 31 mai 2027	5 069	9 959
Autre dette	—	29
Coûts de transaction non amortis (déduction faite de l'amortissement cumulé de 441 000 $; 325 000 $ au 31 mars 2026)	(286)	(149)
	131 763	**120 896**
Tranche courante de la dette à long terme	8 475	8 478
	123 288	**112 418**

[a)] Au titre de la facilité de crédit, la Société dispose d'un montant maximal de 140 000 000 $ qui peut, à certaines conditions et au gré des prêteurs, être augmenté jusqu'à 190 000 000 $ aux termes d'une clause accordéon. Les prélèvements peuvent être faits en dollars canadiens ou en dollars américains pour un montant équivalent sous forme d'avances à taux préférentiel, d'avances au taux des opérations de pension à un jour (taux CORRA), d'avances au taux de financement à un jour garanti (taux SOFR) et de lettres de crédit pouvant atteindre 2 500 000 $.

Les avances portent intérêt au taux préférentiel canadien ou américain, majoré d'une marge applicable allant de 0,75 % à 1,75 %, ou encore au taux CORRA ou au taux SOFR, majoré d'une marge applicable allant de 2,00 % à 3,00 %, selon le cas, pour les avances en dollars canadiens ou en dollars américains, respectivement. La marge applicable est établie en fonction de certains ratios financiers. Au 30 septembre 2026, le taux d'intérêt effectif moyen pondéré était de 5,82 % (5,53 % au 31 mars 2026). À titre de garantie pour la facilité de crédit, Alithya a consenti une hypothèque de premier rang sur l'universalité de ses actifs, à l'exclusion de tout équipement loué et de la sûreté de premier rang en faveur d'Investissement Québec grevant les crédits d'impôt à recevoir pour le financement relatif aux crédits d'impôt remboursables.

La facilité de crédit vient à échéance le 1er avril 2029 et peut être renouvelée pour des périodes supplémentaires d'un an, au gré du prêteur, étant entendu que la durée de la facilité de crédit ne peut jamais dépasser trois ans à une date donnée.

Au 30 septembre 2026, le solde impayé au titre de la facilité de crédit comprend un montant de 50 098 000 $ (47 362 000 $ au 31 mars 2026) payable en dollars américains (35 300 000 $ US; 34 000 000 $ US au 31 mars 2026).

La Société dispose d'une facilité de crédit d'exploitation supplémentaire d'un montant maximal de 2 838 000 $ (2 000 000 $ US) portant intérêt au taux préférentiel américain majoré de 1,00 %. Le prêteur peut résilier cette facilité de crédit d'exploitation à tout moment. Il n'y avait pas de montant impayé au titre de cette facilité de crédit d'exploitation supplémentaire au 30 septembre 2026.

b) Les prêts subordonnés non garantis contractés auprès d'Investissement Québec, d'un montant de 20 000 000 $, viennent à échéance le 1er octobre 2027 et sont renouvelables pour un an de plus au gré du prêteur. Ils portent intérêt à un taux variable correspondant au taux préférentiel canadien majoré d'une marge applicable allant de 3,21 % à 4,46 %. Les intérêts sont calculés et exigibles sur une base trimestrielle, en fonction de certains ratios financiers. Au 30 septembre 2026, le taux d'intérêt effectif était de 7,66 % (7,66 % au 31 mars 2026).

a), b) Conformément aux modalités de la facilité de crédit et des prêts subordonnés non garantis, la Société est tenue de se conformer à certaines clauses restrictives financières, lesquelles sont mesurées sur une base trimestrielle. Au 30 septembre 2026 et au 31 mars 2026, la Société respectait toutes ses clauses restrictives financières.

Le montant total de la dette à long terme a augmenté de 10,9 M$ pour s'établir à 131,8 M$ au 30 septembre 2026, contre 120,9 M$ au 31 mars 2026, ce qui est principalement attribuable aux prélèvements de 15,7 M$ au titre de la facilité de crédit, incluant l'incidence défavorable du taux de change du dollar américain de 1,1 M$, principalement utilisés pour le remboursement de 5,2 M$ au titre du solde de prix d'acquisition d'eVerge ainsi que pour les divers besoins opérationnels de la Société, le tout partiellement contrebalancé par le remboursement du solde de prix d'acquisition d'eVerge susmentionné.

Au 30 septembre 2026, la trésorerie s'établissait à 15,3 M$ et un montant de 102,0 M$ avait été prélevé au titre de la facilité de crédit et classé à titre de dette à long terme. À des fins de comparaison, au 31 mars 2026, la trésorerie s'établissait à 12,8 M$ et un montant de 86,3 M$ avait été prélevé au titre de la facilité de crédit et classé à titre de dette à long terme.

Le tableau suivant présente un rapprochement entre la dette à long terme et la dette nette[1)] :

Aux (en milliers de dollars)	**30 septembre 2026**	**31 mars 2026**
	$	**$**
Tranche courante de la dette à long terme	8 475	8 478
Tranche non courante de la dette à long terme	123 288	112 418
Dette à long terme totale	**131 763**	**120 896**
Moins :		
Trésorerie	15 346	12 833
Dette nette	**116 417**	**108 063**

1) Il s'agit d'une mesure non conforme aux IFRS. Se reporter à la rubrique 5 intitulée « Mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières » pour une explication de la composition et de l'utilité de cette mesure non conforme aux IFRS.

La dette nette s'établissait à 116,4 M$ au 30 septembre 2026, soit une hausse de 8,4 M$, ou de 7,7 %, par rapport à la dette nette de 108,1 M$ constatée au 31 mars 2026, ce qui est attribuable à l'augmentation de la dette à long terme, comme expliqué ci-dessus, partiellement contrebalancée par l'augmentation de la trésorerie.

10.7. Obligations contractuelles

Alithya est tenue à divers engagements souscrits aux termes de modalités contractuelles qui comportent différentes dates d'expiration, principalement en ce qui concerne la location des locaux, les licences technologiques et les infrastructures. Se reporter à la sous-rubrique 11.7 du rapport de gestion d'Alithya pour l'exercice clos le 31 mars 2026 pour un aperçu de ces obligations à cette date. Il n'y a eu aucun changement significatif à l'égard des obligations contractuelles d'Alithya depuis le 31 mars 2026 hors du cours normal de ses activités.

10.8. Arrangements hors bilan

Alithya a recours au financement hors bilan pour répondre aux engagements d'exploitation ayant trait aux licences technologiques et aux infrastructures. Se reporter à la sous-rubrique 11.8 du rapport de gestion d'Alithya pour l'exercice clos le 31 mars 2026 et à la note 15 des états financiers consolidés audités annuels de la même période pour un aperçu de ces arrangements à cette date. Il n'y a eu aucun changement significatif à l'égard des arrangements hors bilan d'Alithya depuis le 31 mars 2026 hors du cours normal de ses activités.

11. Capital-actions

Dans le contexte de la discussion sur le capital-actions, Groupe Alithya inc. est appelé la « Société ». Le capital-actions d'Alithya est décrit en détail à la note 7 des états financiers du deuxième trimestre.

11.1. Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Le 9 septembre 2025, le Conseil a autorisé le lancement d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société, qui a par la suite été approuvée par la TSX. Aux termes de l'offre publique de rachat, la Société était autorisée à racheter, aux fins d'annulation, jusqu'à 5 939 183 actions à droit de vote subalterne, ce qui représente 10 % du flottant de la Société à la clôture des marchés le 2 septembre 2025.

Les rachats ont commencé le 12 septembre 2025 et ont pris fin le 11 septembre 2026. Toutes les acquisitions d'actions à droit de vote subalterne ont été effectuées dans le cadre d'opérations sur le marché libre, au cours en vigueur au moment de l'acquisition. Au même moment, la Société a conclu un régime d'achat automatique d'actions avec un courtier désigné relativement à son offre publique de rachat. Le régime d'achat automatique d'actions autorise le courtier désigné à acquérir, aux fins d'annulation, des actions à droit de vote subalterne au nom de la Société, tout en respectant certains paramètres de négociation établis, de temps à autre, par la Société.

Au 11 septembre 2026, 3 328 472 actions à droit de vote subalterne avaient été rachetées et annulées dans le cadre de l'offre publique de rachat de la Société. Des 3 328 472 actions à droit de vote subalterne, 2 489 682 ont été achetées aux fins d'annulation pour une contrepartie en espèces de 3 972 000 $ dans le cadre de la transaction liée à Datum.

La Société n'a pas renouvelé son offre publique de rachat dans le cours normal des activités suivant l'expiration du programme le 11 septembre 2026.

12. Résumé sur huit trimestres

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages et les montants par action)	Trimestres clos les							
	31 déc. 2024	31 mars 2025	30 juin 2025	30 sept. 2025	31 déc. 2025	31 mars 2026	30 juin 2026	30 sept. 2026
Revenus	115 761	125 331	124 158	124 292	115 162	113 776	105 050	103 368
Coût des revenus	78 376	79 240	84 365	81 512	78 648	70 783	73 159	70 899
Marge brute	37 385	46 091	39 793	42 780	36 514	42 993	31 891	32 469
	32,3 %	36,8 %	32,1 %	34,4 %	31,7 %	37,8 %	30,4 %	31,4 %
Charges d'exploitation								
Charges de vente, générales et administratives	28 814	29 739	30 573	31 296	28 460	31 823	28 338	25 240
(Recouvrement de coûts) coûts d'acquisition, d'intégration et de réorganisation d'entreprises	(1 244)	(1 322)	2 047	(3 885)	(372)	6 294	761	(3 421)
Amortissement des immobilisations corporelles	1 168	1 158	1 065	978	668	788	628	727
Amortissement des immobilisations incorporelles	4 810	4 837	4 955	5 317	4 125	4 239	3 139	3 190
(Gain) perte de change	(687)	187	1 166	(469)	581	(604)	(927)	(326)
Dépréciation des immobilisations incorporelles et du goodwill	5 144	—	—	38 028	—	3 100	—	30 400
	38 005	34 599	39 806	71 265	33 462	45 640	31 939	55 810
(Perte) bénéfice d'exploitation	(620)	11 492	(13)	(28 485)	3 052	(2 647)	(48)	(23 341)
Charges financières nettes	2 372	2 636	2 840	2 126	2 339	2 164	2 290	2 378
Quote-part de la perte (du résultat net) d'une entreprise associée	—	—	—	—	—	—	167	(171)
(Perte) bénéfice avant impôts	**(2 992)**	**8 856**	**(2 853)**	**(30 611)**	**713**	**(4 811)**	**(2 505)**	**(25 548)**
Charge (recouvrement) d'impôts	724	813	(3 038)	350	37	3 866	(84)	(524)
(Perte nette) bénéfice net	**(3 716)**	**8 043**	**185**	**(30 961)**	**676**	**(8 677)**	**(2 421)**	**(25 024)**
(Perte de base et diluée) bénéfice de base et dilué par action	(0,04)	0,08	—	(0,32)	0,01	(0,09)	(0,03)	(0,26)

Les écarts trimestriels dans les résultats d'Alithya sont principalement attribuables à la saisonnalité et aux cycles d'investissement des clients. Les revenus générés par les conseillers d'Alithya dépendent du nombre de jours ouvrables dans un trimestre donné; ce nombre peut varier en raison des vacances, d'autres congés payés et des jours fériés. Les cycles d'investissement dans les technologies de l'information des clients varient également selon la saisonnalité de leurs propres activités.

Dans l'ensemble, les fluctuations des revenus au cours de la période de huit trimestres sont attribuables à la croissance interne dans certains secteurs d'activité de l'entreprise et aux acquisitions d'entreprises des récents trimestres, contrebalancées par une réduction des revenus provenant de contrats gouvernementaux et la cession de Datum au quatrième trimestre de 2026. Les fluctuations des revenus sont également attribuables aux fluctuations des taux de change et le calendrier de mise en service des projets.

13. Estimations comptables critiques

L'établissement des états financiers consolidés résumés intermédiaires conformes aux IFRS exige que la direction ait recours à son jugement, fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables ainsi que sur le montant présenté des actifs, des passifs, des revenus et des charges. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Les estimations et leurs hypothèses sous-jacentes sont passées en revue à intervalle régulier. Les modifications d'estimations comptables sont comptabilisées à la période pendant laquelle elles sont apportées et dans les périodes futures concernées.

Les états financiers du deuxième trimestre ont été établis selon les méthodes comptables adoptées dans les derniers états financiers consolidés audités annuels, pour l'exercice clos le 31 mars 2026. Les méthodes comptables ont été appliquées de façon uniforme par toutes les entités de la Société.

14. Modifications aux normes comptables en vigueur pour l'exercice dont la clôture sera le 31 mars 2027

Les modifications suivantes aux normes existantes ont été adoptées par la Société le 1er avril 2026 :

IFRS 7 et IFRS 9, Classement et évaluation des instruments financiers

En mai 2024, l'IASB a publié des modifications à IFRS 9, Instruments financiers et à IFRS 7, Instruments financiers : informations à fournir. Les modifications apportées aux normes précisent la date de comptabilisation et de décomptabilisation de certains actifs et passifs financiers et prévoient une nouvelle exception pour certains passifs financiers réglés au moyen d'un système de virements électroniques de fonds. En outre, elles clarifient la description des actifs financiers garantis uniquement par sûreté réelle et des instruments liés par contrat et élargissent le champ des informations à fournir à l'égard des instruments financiers dont les modalités contractuelles sont susceptibles d'avoir une incidence sur les flux de trésorerie et des instruments de capitaux propres classés dans les autres éléments du résultat global à leur juste valeur. Les modifications apportées à IFRS 7 et à IFRS 9 s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2026. L'adoption de ces normes, au 1er avril 2026, a été appliquée de façon prospective, conformément aux dispositions transitoires respectives. L'adoption de ces normes n'a pas eu d'incidence sur les états financiers consolidés résumés intermédiaires de la Société pour la période close le 30 septembre 2026.

15. Nouvelles normes comptables et interprétations publiées, mais non encore entrées en vigueur

À la date d'autorisation des états financiers consolidés résumés intermédiaires, certaines nouvelles normes, modifications et interprétations ainsi que certaines améliorations apportées aux normes existantes ont été publiées par l'IASB, mais ne sont pas encore en vigueur et n'ont pas fait l'objet d'une adoption anticipée par la Société. La direction prévoit que l'ensemble des prises de position pertinentes sera adopté pour la première période de présentation de l'information financière à compter de la date d'entrée en vigueur de chaque prise de position. Des précisions sur les nouvelles normes, modifications et interprétations ainsi que sur les améliorations aux normes existantes qui sont susceptibles d'avoir une incidence sur les états financiers consolidés de la Société sont détaillées ci-dessous :

IFRS 18, Présentation et informations à fournir dans les états financiers

Le 9 avril 2024, l'IASB a publié la nouvelle norme IFRS 18, *Présentation et informations à fournir dans les états financiers*, qui remplacera IAS 1, *Présentation des états financiers*.

IFRS 18 a principalement trait aux quatre éléments suivants :

- Nouvelles catégories et ajout de sous-totaux à inclure dans l'état du résultat net;
- Nouvelles exigences visant à améliorer le regroupement et la ventilation;
- Informations supplémentaires à inclure aux notes afférentes aux états financiers au sujet des indicateurs de performance définis par la direction;
- Améliorations ciblées de la présentation des flux de trésorerie en modifiant IAS 7, *Tableau des flux de trésorerie*.

IFRS 18 s'applique de façon rétrospective et entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2027. Une application anticipée est permise. La direction évalue actuellement l'incidence de la nouvelle norme comptable sur ses états financiers consolidés.

16. Risques et incertitudes

Alithya est exposée à plusieurs risques et incertitudes et est touchée par plusieurs facteurs qui pourraient avoir une incidence défavorable significative sur sa situation financière, son rendement financier, ses résultats d'exploitation, ses flux de trésorerie, ses activités ou sa réputation. Ces risques doivent être pris en considération au moment d'investir dans Alithya et peuvent, entre autres choses, entraîner un recul du cours des actions à droit de vote subalterne.

Ces risques et incertitudes comprennent notamment les facteurs énoncés à la rubrique intitulée « Risques et incertitudes » du rapport de gestion de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2026, qui sont intégrés par renvoi aux présentes dans leur intégralité, ainsi que dans les autres documents publics d'Alithya, notamment ceux déposés auprès des autorités de réglementation des valeurs mobilières canadiennes et américaines et disponibles sur SEDAR+ et EDGAR.

17. Évaluation par la direction des contrôles et procédures de communication de l'information et du contrôle interne à l'égard de l'information financière

Rapport de la direction sur les contrôles et procédures de communication de l'information

Il incombe à la direction d'établir et de maintenir des contrôles et des procédures de communication de l'information (« CPCI ») adéquats conçus de manière à fournir une assurance raisonnable que les informations importantes concernant la Société sont transmises au chef de la direction et au chef de la direction financière par d'autres personnes, en particulier pendant la période au cours de laquelle sont dressés les documents annuels et intermédiaires aux fins de dépôt, et que l'information devant être divulguée par la Société dans ses documents annuels et intermédiaires, ou encore dans d'autres rapports déposés ou soumis par la Société conformément aux lois sur les valeurs mobilières canadiennes et américaines, est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par ces lois et les règles y afférentes. L'efficacité de ces CPCI, au sens du *Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs* (le « Règlement 52-109 »), adopté par les autorités canadiennes en valeurs mobilières, et des Règles 13a-15e) et 15d-15e) de la loi américaine intitulée *Securities Exchange Act of 1934*, en sa version modifiée, a été évaluée sous la supervision du chef de la direction et du chef de la direction financière de la Société, et avec leur participation, en date de clôture du dernier exercice de la Société, soit le 31 mars 2026. Sur la base de cette évaluation, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu que les CPCI de la Société étaient efficaces au 31 mars 2026.

Rapport de la direction sur les contrôles internes à l'égard de l'information financière

Il incombe également à la direction d'établir et de maintenir des contrôles internes à l'égard de l'information financière (« CIIF ») adéquats, au sens du Règlement 52-109 adopté par les autorités canadiennes en valeurs mobilières et des Règles 13a-15f) et 15d-15f) de la loi américaine intitulée *Securities Exchange Act of 1934*, en sa version modifiée. Les CIIF de la Société sont élaborés sous la supervision du chef de la direction et du chef de la direction financière de la Société et mis en œuvre par les membres de la direction et d'autres employés clés dans le but de fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des états financiers à des fins externes, en conformité avec les IFRS établies par l'IASB. L'efficacité des CIIF de la Société a été évaluée sous la supervision du chef de la direction et du chef de la direction financière de la Société, et avec leur participation, en date de clôture du dernier exercice de la Société, soit le 31 mars 2026, en fonction des critères établis dans le document intitulé *Internal Control – Integrated Framework (2013)* publié par le Committee of Sponsoring Organizations (COSO) de la Treadway Commission. Sur la base de cette évaluation, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu que les CIIF de la Société étaient efficaces au 31 mars 2026.

Limites à l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information et des contrôles internes à l'égard de l'information financière

La direction de la Société reconnaît que les CPCI et les CIIF, quelle que soit la qualité de leur conception et de leur fonctionnement, ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable que les objectifs de contrôle visés seront atteints. En raison des limites qui leur sont inhérentes, les CPCI et les CIIF ne peuvent pas prévenir ni détecter toutes les erreurs ou les inexactitudes en temps opportun.

Rapport de l'auditeur sur les contrôles internes à l'égard de l'information financière

L'efficacité des CIIF au 31 mars 2026 a fait l'objet d'un audit par KPMG LLP (« KPMG »), le cabinet d'experts-comptables inscrit et indépendant de la Société. KPMG a exprimé une opinion sans réserve au sujet des CIIF de la Société au 31 mars 2026.

Modifications des contrôles internes à l'égard de l'information financière

Il n'y a eu aucune modification apportée aux CIIF de la Société qui a eu, ou est raisonnablement susceptible d'avoir, une incidence significative sur les CIIF de la Société au cours du trimestre clos le 30 septembre 2026.